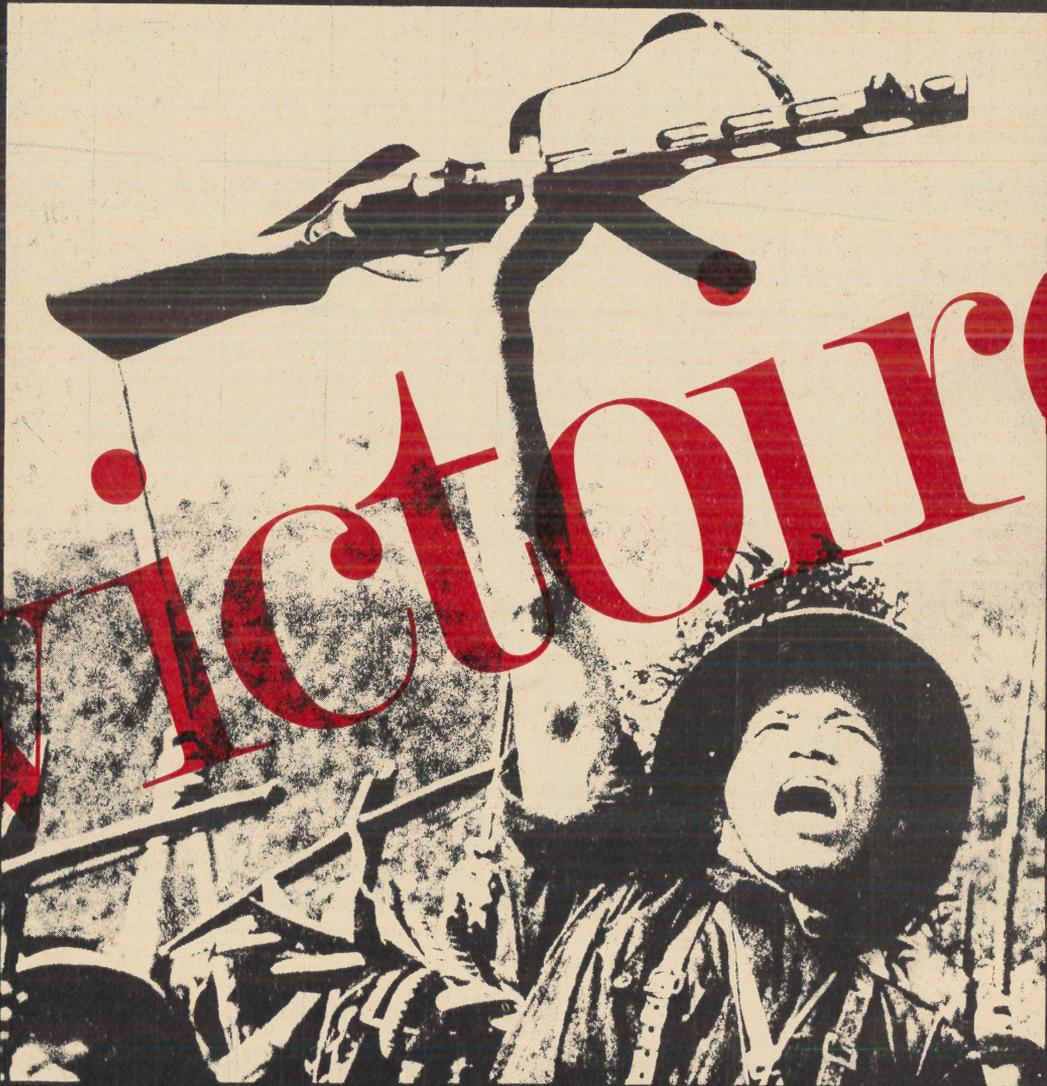


# l'Imprecoor

correspondance de presse internationale

## VIETNAM



# Victoire

bimensuel, n° 25, 8 mai 1975 3ff, 3fs, 30fb

# La campagne de la LCI

Les camarades de la Liga Comunista Internacionalista (LCI- Ligua Comunista Internacionaliste, organisation sympathisante de la IVème Internationale au Portugal) ont mené une campagne révolutionnaire active durant les élections pour l'Assemblée constituante. Pour l'analyse politique des camarades de la LCI sur la signification politique des résultats électoraux, voir l'article page 12 de ce numéro d'INPRECOR.

Durant toute la période de la campagne électorale, la LCI a pu développer massivement sa propagande, d'une part en utilisant les mass media, d'autre part en diffusant ses tracts, ses brochures, son hebdomadaire (Luta Proletaria). Elle eut droit à six heures de radio et cinq émissions de dix minutes chacune à la télévision. Ces cinq émissions furent articulées sur les axes politiques suivants :

- pourquoi la LCI n'a pas signé le Pacte et les luttes des soldats;
- les leçons du 11 mars,
- l'auto-organisation des travailleurs;
- le gouvernement des travailleurs;
- la construction et le rôle du parti révolutionnaire.

En outre, tous les quotidiens et les hebdomadaires consacrèrent de nombreuses colonnes à la propagande de la LCI.

Chaque semaine, nos camarades donnèrent une place spéciale à l'un de ces thèmes dans leur propagande générale. Deux brochures, en plus du Manifeste électoral et du programme d'action, furent publiées : l'une porte sur les luttes ouvrières en Espagne et l'autre sur le thème : "le socialisme que nous voulons".

De nombreux meetings furent organisés auxquels participèrent les camarades Ernest Mandel (au début de la campagne) et Alain Krivine (pour la clôture de la campagne).

Se présentant dans quatre districts, la LCI réunit 10.732 voix (0.19%), dont : 3.685 à

Lisbonne (0.30% du total), 4.568 à Porto (0.57%), 1.125 à Sétubal (0.33%) 978 à Leira (0.41%). (La différence de près de 400 voix entre le total et la somme obtenue en additionnant les résultats des districts est due à ce que les chiffres des districts sont des chiffres provisoires, donnés immédiatement après le scrutin).

Les autres organisations du mouvement ouvrier obtinrent les résultats suivants : PS : 37.87%, 2.145.392 voix (se présentait dans 22 districts); PCP : 12.53%, 709.639 (22 districts); MDP : 4.12%, 233.362 (22 districts); FSP (1.17%, 66.161 (15 districts); MES : 1.02%, 57.682 (15 districts); UDP : 0.79%, 44.546 (10 districts); FEC m-1 : 0.57%, 32.508 (12 districts); PUP : 0.23%, 12.894 (7 districts).

Quant aux partis de la bourgeoisie, leurs résultats sont les suivants : PPD : 26.38%, 1.494.575 (22 districts); CDS - Centre Démocratique et Social : 7.65%, 433.153 (21 districts), PPM - Parti Populaire Monarchique : 0.56%, 31.809 (14 districts).

Note : MES - Mouvement de la Gauche socialiste (centriste); FSP (Front Socialiste Populaire (centriste), FEC (Front Electoral communiste (maoïste); UDP : Union Démocratique Populaire (maoïste); PUP - Parti d'Unité Populaire (maoïste).

INPRECOR 76 rue Antoine Dansaert - Bruxelles 1000/Belgique  
Correspondance de presse internationale -- Organe bi-mensuel d'information du Secrétariat Unifié de la IVème Internationale -- Les articles signés ne représentent pas obligatoirement le point de vue de la rédaction.  
**ABONNEMENTS:** 1 an -- 25 exemplaires : FF 70; FS 45; FB 600 ; \$ can 14  
Ces prix n'incluent pas les frais d'expédition par avion outre-mer. Pour les USA et le Canada, par avion : \$ 24 par an. Pour les autres pays s'adresser à la rédaction  
Pour tout règlement (sauf la France) : Gisela Scholtz, Société Générale de Banque, Agence Dailly 1030 - Bruxelles - Compte Courant N° 210-0320173-28  
POUR LA FRANCE : libeller les chèques au nom de Pascal Henri et les faire parvenir à l'adresse suivante : S. I. E., 10 Impasse Guéméné, 75004 PARIS



Les travailleurs de Hanoi descendent dans la rue pour fêter la chute de Saïgon

## LA VICTOIRE

### Saïgon-Ville Hô Chi Minh libérée !

Quinze jours à peine après celle de Phnom Penh, la libération de la capitale du Sud - Vietnam sonne le glas de la domination impérialiste en Indochine et souligne avec éclat l'actualité de la révolution socialiste mondiale. Car telle est bien la leçon essentielle de cette victoire qui sanctionne plus de trente longues années de lutte révolutionnaire.

La victoire est totale. C'est en triompha- teur que le "Gouvernement Révolutionnaire", abandonnant son qualificatif de "provisoire", est entré à Saïgon. Les manoeuvres améri- caines de dernière heure, appuyées par la diplomatie française, n'auront en rien per- mis à l'impérialisme d'éviter la débâcle la plus complète.

Le spectacle de la retraite désordonnée des derniers ressortissants américains et de leurs hommes de paille les plus favorisés a consa-

cré l'échec ultime de la politique de Washing- ton. Deux ambassadeurs -- Dean et Martin -- obligés de fuir en hélicoptère le drapeau sous le bras; les derniers GI's dans Saïgon, pendus à une échelle de corde; les appareils de la 7ème flotte US jetés à la mer pour fai- re place aux réfugiés; le pillage sauvage des biens américains par une population affi- chant sa haine et son mépris; les fantoches dont les relations n'étaient pas suffisantes, abandonnés à leur sort malgré les prome- ses antérieures de leurs protecteurs; la reddition sans négociations d'un régime pour la constitution duquel l'impérialisme avait investis des milliards de dollars et sacri- fiées des dizaines de milliers de soldats américains; voilà qui fera réfléchir bien des gouvernants sur la valeur des engagements américains et rêver bien des peuples sur les victoires possibles.

La défaite impérialiste en Indochine, oeuvre d'une lutte de libération nationale, est aussi le fait d'une révolution sociale. C'est la ré- forme agraire qui aura permis à des paysans

de rester sur leurs terres malgré les bombardements, la terreur, et d'alimenter le front. C'est la bourgeoisie vietnamienne, après la cambodgienne, qui se voit brutalement déracinée par l'effondrement de l'appareil administratif et militaire fantoche dont elle dépendait, par la perte parallèle de la propriété foncière et de la domination impérialiste indispensable à sa survie, par l'irruption de la mobilisation populaire urbaine dans l'arène de la révolution indochinoise. L'actualité de la révolution est illustrée par les premières mesures prises par le "GRP" à Saïgon, comme hier à Da Nang, à Hué, à Quang Tri :

- Démantèlement de l'appareil d'Etat néo-colonial;
- Dissolution des partis réactionnaires et fermeture des lieux de plaisir impérialistes;
- Mise sous contrôle du gouvernement révolutionnaire ou des travailleurs des services et moyens de production;
- Gestion des centres urbains par des comités militaires révolutionnaires.

Surtout, la réunification du Sud-Vietnam avec l'Etat ouvrier du Nord est en cours, inscrite dans les événements quotidiens, même si elle demandera encore du temps pour être parachéevée. Le dong de la République Démocratique du Vietnam devient "monnaie forte" au Sud, face à la piastre maintes fois dévaluée. Les cadres, souvent originaires du Sud mais venus au Nord en 1954, rejoignent par milliers le Vietnam central et méridional. Machines, livres de classe et groupes théâtraux suivent l'armement dans l'aide au Sud. L'unité du Vietnam s'affirme aujourd'hui dans la victoire comme hier au combat, de même que celle des trois peuples d'Indochine.

C'est à la transcroissance socialiste de la révolution indochinoise que nous assistons ! Première lutte de libération nationale à avoir mis en échec le "gendarme du monde capitaliste" alors qu'il avait engagé directement toutes ses forces dans l'escalade contre-révolutionnaire, première "révolution permanente" à vaincre depuis la victoire de la révolution cubaine, voilà qui rappelle l'importance de la lutte des peuples indochinois pour tous ceux qui, de par le monde, luttent pour le socialisme.

Nous savons le tribut que les peuples indochinois ont accepté de payer pour cela. Nous savons le prix de sang que l'impérialisme US, à la suite des français et des japonais, a exigé avant d'avouer sa défaite. Nous savons la terrible souffrance endurée par des peuples soumis aux déportations, opérations de ratissages, bombardements massifs, quadrillages, assassinats terroristes du plan Phoenix, arrestations et tortures par centaines de milliers. Nous savons les dizaines de milliers de militants et de cadres des organisations révolutionnaires indochinoises morts dans un combat mené au nom de l'humanité toute entière. Nous savons la solitude terrible qui a souvent été celle des travailleurs vietnamiens, laotiens, cambodgiens pour qui le mouvement ouvrier international n'a que chichement accordée son aide. Ces peuples martyrs nous auront appris que la résistance à la contre-révolution est possible. Ces peuples en lutte nous apprennent que la victoire naît de la résistance. Nous savons la dette à leur égard qui est la nôtre.

LA VICTOIRE DES PEUPLES D'INDOCHINE EST CELLE DE TOUS LES TRAVAILLEURS DU MONDE !

**DE LA REVOLUTION  
INDOCHINOISE  
A LA REVOLUTION  
MONDIALE!**



# la direction du monde capitaliste en désarroi

PIERRE FRANK

Hué, Danang, Phnom Penh, Saïgon, autant de défaites non seulement des Thieu et des Lon Nol, les fantoches, mais de leur maître, l'impérialisme US qui les a portés au pouvoir, qui a entretenu leurs régimes et leurs armées, qui les a soutenus par tous les moyens à sa disposition. Dien Bien Phu qui marqua la défaite de l'impérialisme français en Asie du Sud-est voici une vingtaine d'années apparaît très pâle face à la débâcle actuelle de l'impérialisme yankee. C'est l'une des plus fortes armées bourgeoises du Sud-est asiatique, disposant de la 4ème aviation dans le monde, qui s'effondre devant une armée quatre ou cinq fois moins nombreuse et dépourvue d'aviation.

Cette déroute n'est pas le résultat de la victoire militaire à Ban Me Thuot ou d'un ordre de repli donné par Thieu qui aurait été mal exécuté. Elle ne peut s'expliquer que par le caractère totalement mercenaire de cette armée du "monde libre" qui, en s'effondrant, jette les armes ou se transforme en pillards et bandits de grand chemin, face à la volonté farouche du peuple vietnamien et des autres peuples de l'Indochine, décidés à rejeter le colonialisme et ses succédanés néocolonialistes. Les "accords de Paris" ne pouvaient hier et ne peuvent encore aujourd'hui que constituer un intermède sur la voie d'une totale libération nationale et sociale de la péninsule indochinoise, d'une extension des Etats ouvriers.

Après trente années de combats presque ininterrompus d'abord contre les impérialistes français et japonais, des peuples petits par le nombre ont infligé une colossale défaite à la plus grande puissance capitaliste. Le mythe de l'invincibilité du géant américain a été détruit. C'est l'exemple inoubliable que retiendront

beaucoup d'autres peuples aspirant au socialisme.

## Une succession de revers et de défaites impérialistes

La déroute dans la péninsule indochinoise n'est pas un coup isolé reçu par l'impérialisme américain au cours de la plus récente période. Celui-ci avait pu penser qu'en infligeant une lourde défaite au peuple chilien en septembre 1973, il avait retourné la marche de l'histoire et inauguré une période prolongée de succès aux dépens des luttes révolutionnaires des masses. La défaite chilienne a eu, certes, des conséquences graves, mais elles ont été, malgré tout, essentiellement limitées à l'Amérique Latine.

Depuis moins d'un an, les Etats-Unis et plus généralement le capitalisme ont connu de graves revers dans le reste du monde. Les uns proviennent de la décomposition de régimes archaïques ou vermoulus, comme ce fut le cas en Ethiopie, ou d'erreurs commises par le State Department : le soutien donné par Washington à l'opération des colonels grecs à Chypre pour éliminer Makarios jugé trop neutraliste n'avait pas prévu l'intervention turque qui, par son succès, provoqua précisément la chute de la dictature militaire grecque. En conséquence, aujourd'hui Turquie et Grèce, divisées quant à la question chypriote, ont néanmoins pris toutes les deux une certaine distance par rapport à l'alliance atlantique et affaibli celle-ci.

C'est aussi l'incapacité à trouver à la question palestinienne une solution qui puisse satisfaire à la fois Israël et les gouvernements arabes dont Washington a besoin dans cette partie du

## LA CRISE DE LA DIRECTION BOURGEOISE

monde décisive pour ses richesses pétrolières et ses positions stratégiques, qui a dégonflé Kissinger, ce "Metternich" du XXème siècle, et prix Nobel de la paix ! L'affaire chypriote et l'affaire palestinienne se combinent, affaiblissant considérablement le dispositif de l'OTAN en Méditerranée orientale.

Mais les coups les plus durs ont été portés au capitalisme par la poussée révolutionnaire des masses, en premier lieu au Portugal. Ce qui a commencé, il y a un an, par un coup d'Etat militaire pour mettre un terme à des guerres coloniales sans espoir, a ouvert la voie à une formidable irruption des masses sur la scène politique. La chute d'une dictature qui avait duré près d'un demi-siècle a provoqué en quelques mois une puissante montée révolutionnaire des masses qui tendent à déborder le contrôle des partis ouvriers traditionnels et à faire de sérieuses incursions dans la propriété capitaliste.

La poussée des masses travailleuses portugaises accélère celle des masses espagnoles qui se montrent de plus en plus audacieuses dans leur lutte contre la dictature franquiste agonisante. Portugal et Espagne sont à proximité de la France et de l'Italie, ces deux pays où, depuis Mai 68, se poursuivent presque sans interruption des mouvements où sont impliquées toutes les catégories de la population laborieuse, et plus particulièrement la jeunesse.

### La crise, le désarroi de la direction du monde capitaliste

Les défaites de l'impérialisme surviennent dans un monde capitaliste profondément affecté par une récession, la première depuis la fin de la dernière guerre mondiale qui se développe simultanément dans les principaux pays capitalistes. Cette crise économique combine, on le sait, inflation et chômage. La montée des prix a connu récemment un faible ralentissement, mais n'a pas disparu. Le chômage, par contre, ne fait que s'étendre. Au moment où il est durement frappé à l'extérieur, le capitalisme américain fait preuve de la plus grande indécision en matière d'orientation économique. Tout au plus entrevoit-il d'enrayer la progression du chômage par un accroissement du déficit budgétaire : celui-ci pourrait atteindre 60 ou 80 milliards de dollars et même davantage pour l'année 1975. Ce qui relancerait l'inflation et risquerait de la rendre difficilement contrôlable.

Mais le phénomène le plus important, le plus essentiel dans la situation présente, c'est la crise de direction de l'impérialisme américain, le désarroi qui l'affecte à présent, et qui ne peut manquer d'avoir des conséquences internationales. La déroute en Indochine n'a pas créé cette crise et ce désarroi, mais elle

les a mis en lumière avec une crudité exceptionnelle et aggravées.

En dépit de ses richesses et de ses moyens toujours gigantesques, Washington présente un tableau rarement vu dans l'histoire. Il y a une dizaine d'années, la défaite dans la Baie des Cochons à Cuba a commencé à ternir la présidence des Etats-Unis, celle de Kennedy qui, le premier, engagea l'armée américaine au Vietnam. Lui succédant, Johnson qui, à partir de 1965, sous le prétexte mensonger d'une attaque du Nord-Vietnam dans le golfe du Tonkin, étendit les opérations militaires, dut renoncer à un second mandat devant la condamnation grandissant chaque jour de la guerre du Vietnam. Après quoi Nixon, ayant vainement tenté d'imposer sa "paix" au Vietnam par les impitoyables bombardements de Hanoi et de Haiphong, a sombré dans les scandales les plus sordides.

Tout cet héritage de crimes, digne de la plume d'un Shakespeare, a été confié à un Ford qui fut porté au pouvoir pour la raison essentielle qu'il était un homme "honnête" par suite de son incapacité intellectuelle notoire. Mais, depuis son accession au pouvoir il y a quelques mois seulement, la rubrique des crimes et des scandales n'a fait que s'enrichir. Et survient enfin la débâcle en Indochine qui donne au monde le tableau télévisé à la fois répugnant et grotesque du pouvoir aux Etats-Unis, celui du rire idiot de Ford en réponse à la question d'un journaliste mentionnant le Vietnam et cette affirmation monstrueuse du porte-parole de la Maison Blanche : "Le Vietnam n'est pas notre guerre". Comme si les Etats-Unis n'y avaient pas envoyé un demi-million de soldats, comme si le milliard de dollars du matériel capturé par le GRP ne portait pas la marque "made in USA" !

Pas d'initiatives résolues pour tenter de surmonter la crise économique ou pour élaborer une politique de rechange après tant de revers sur le plan international : c'est le produit d'une décadence de l'hégémonie américaine, décadence que le pouvoir aux Etats-Unis ne soupçonnait nullement.

Tous les autres gouvernements bourgeois, y compris ceux qui avaient une certaine compréhension de ce recul des Etats-Unis, sont atterrés et inquiets par le désarroi qui se manifeste à présent à Washington. C'est d'une part parce que, malgré sa détérioration, cette hégémonie reste encore très grande dans la plupart des domaines, et c'est d'autre part parce qu'il n'existe pas dans le monde entier une direction politique de rechange.

L'Europe occidentale aurait peut-être pu jouer ce rôle si elle avait été unie. Mais elle parvient péniblement à se maintenir sur le plan économique, elle n'a pas fait un seul pas en direction d'une unité politique. La peur que

manifestent les bourgeoisies européennes et japonaise devant le spectre d'un retour à l'isolationnisme aux Etats-Unis est significative de l'impuissance à remplacer le leadership américain que ressentent aujourd'hui ces capitalistes. Aussi longtemps que la "force de frappe nucléaire autonome" reste un vague projet d'avenir en Europe occidentale, pour ne pas dire au Japon, il n'y a pas de salut pour les concurrents de Washington hors du parapluie nucléaire américain. Le spectre de l'isolationnisme n'est d'ailleurs agité à Washington qu'à de pures fins de chantage, car la perte de l'Europe occidentale ou du Japon modifierait de manière décisive les rapports de forces à l'échelle mondiale aux dépens de l'impérialisme, éventualité tout aussi peu acceptable pour l'impérialisme US qu'une nudité nucléaire devant l'URSS l'est pour les impérialismes européens.

Le déclin de l'hégémonie américaine ne signifie pas sa disparition et, surtout, le désarroi actuel de Washington ne signifie pas que l'impérialisme américain ne puisse plus être nocif et cruel et qu'il ne fera que reculer. Ses ressources sont encore énormes et on sait qu'une bête féroce est particulièrement dangereuse quand elle a été blessée et se sent aux abois. L'impérialisme US est temporairement paralysé, mais après un certain laps de temps il pourrait de nouveau jeter ses forces réelles dans la balance.

Même dans le Sud-est asiatique il peut encore commettre de nouveaux crimes, ainsi qu'en témoigne la mise à la disposition des fantoches de Saïgon de bombes "à dépression" asphyxiantes, que ceux-ci n'ont pas manqué d'employer avant de s'effondrer (voir Le Monde, 24 avril 1975).

En outre, il a à sa disposition des armées alliées (Brésil, Iran...) prêtes à écraser des mouvements révolutionnaires. Il subsiste dans le monde des zones pleines de poudre où peuvent éclater des conflits armés; c'est notamment le cas du Moyen-Orient où des intérêts décisifs de l'impérialisme américain peuvent engager celui-ci dans des actions aux répercussions qui ne seraient pas toujours contrôlables.

## La cause fondamentale de la crise de direction impérialiste

La cause fondamentale de la paralysie qui frappe aujourd'hui la direction du monde capitaliste ne réside cependant ni dans la profondeur de la crise économique, ni dans la perte supposée de sa supériorité militaire (qui est loin d'être démontrée), ni dans la pauvreté intellectuelle du personnel dirigeant, ni surtout, dans de prétendus succès diplomatiques de Moscou ou de Pékin. Elle réside dans la modification

des rapports de forces entre les classes à l'échelle mondiale, et surtout au sein des principales puissances impérialistes, qui fait que, pour le moment, une reprise de l'initiative par l'impérialisme est politiquement et socialement impossible.

Le cas du Cambodge, du Sud-Vietnam et de la Thaïlande est le plus significatif à ce propos. Techniquement et militairement, Washington n'est pas moins prêt qu'en 1961 ou qu'en 1965 pour intensifier son intervention militaire dans cette zone. Il l'est même davantage. Mais ce qui a changé entretemps, c'est la montée d'une formidable opposition au sein des masses américaines contre toute nouvelle aventure militaire massive à l'étranger. Aussi longtemps que la bourgeoisie ne réussit pas à modifier cette situation aux Etats-Unis, le prix à payer pour une telle aventure serait une crise politique et sociale d'une ampleur catastrophique dans son propre pays.

Il en va de même de la situation politico-sociale en Europe occidentale. La bourgeoisie impérialiste pourrait, certes, chercher à profiter de la crise économique pour tenter de briser la force organisée et la combativité des travailleurs, en stabilisant un chômage massif pendant des années et en démantelant systématiquement les libertés démocratiques et syndicales, avant tout le droit de grève. Mais dans les rapports de forces donnés, pareille initiative risque fort de provoquer des ripostes ouvrières qui menaceraient la survie même du régime capitaliste.

La paralysie de la direction impérialiste exprime donc, dans le fond, non l'absence de "solutions" bourgeoises mais l'incapacité de les appliquer dans les rapports de forces donnés. La bourgeoisie doit tenter de modifier ces rapports de forces, de changer le climat politique aux Etats-Unis, d'infliger une grave défaite à la classe ouvrière européenne et japonaise, avant de pouvoir reprendre l'initiative.

## Le silence des dirigeants soviétique et chinois

On ne peut penser apaiser ou désarmer l'impérialisme américain en n'exploitant pas les défaites qu'il a subies ou en se montrant soi-même effrayé par celles-ci, ce qui est à présent le cas des dirigeants soviétiques et chinois qui sont d'une rare discrétion sur la débâcle américaine au Vietnam : quand ils ouvrent la bouche, c'est seulement pour parler de la défaite des Thieu ou des Lon Nol, non de l'impérialisme américain.

Les Brejnev et les Mao, séparément et chacun à leur manière, agissent de façon à permettre à celui-ci de sauver la face et, pis encore, de se relever des coups qu'il a reçus et de se renfor-



## *„la guerre du vietnam n'est pas notre guerre...”*

cer pour l'avenir. L'aide des directions soviétique et chinoise aux peuples de l'Indochine a été extrêmement limitée par comparaison aux dépenses en hommes et en matériel des Etats-Unis dans cette même région du monde.

Par contre, ces dirigeants soviétiques et chinois font d'énormes dépenses pour se livrer à une concurrence effrénée dans plusieurs autres parties du monde, notamment en Afrique et au Moyen-Orient. Moscou qui a fourni plus d'armes à l'Egypte et à la Syrie qu'au Vietnam a conservé une ambassade de Lon Nol jusqu'à la veille de son départ de Phnom Penh. Pendant ce temps Pékin fait les yeux doux à des politiciens réactionnaires comme Franz Josef Strauss et n'a donné aucune aide aux victimes de la répression de Pinochet. Alors que les intérêts de la révolution socialiste et, par conséquent ceux des Etats ouvriers, exigent un soutien considérable à toute lutte révolutionnaire, surtout quand elle est l'objet d'une agression militaire de l'impérialisme, les politiques similaires de Moscou et de Pékin sont dictées par les intérêts de ces bureaucraties qui défendent chacune leur "socialisme dans un seul pays". Pour elles, les défaites de l'impérialisme américain ne constituent pas pour autant des victoires, parce qu'elles savent que les victoires de la révolution vietnamienne et indochinoise, loin de renforcer leur domination sur les masses de leurs pays respectifs, peuvent donner au contraire à ces masses une assurance accrue pour se libérer du régime bureaucratique qu'elles subissent, pour établir la démocratie socialiste dans leurs pays.

### **Exploiter la défaite et le désarroi de l'impérialisme**

Lors de la grande révolution française, la bourgeoisie de la France considérait que le déficit du budget royal était le "trésor de la nation". C'est dans cet esprit qu'il faut aborder la situation créée par la défaite de l'impérialisme au Vietnam et le désarroi en résultant à Washington. Tout le temps qui ne sera pas à présent utilisé par les masses pour mener des offensives accrues contre le capitalisme le sera par les impérialistes pour retrouver leur souffle et élaborer des politiques de rechange contre les masses.

C'est en premier lieu dans le Sud-est asiatique que la déroute impérialiste sera exploitée. En Thaïlande où les masses ont renversé, il y a dix huit mois, un régime de terreur et où des guérillas combattent dans le Nord du pays; en Birmanie, aux Philippines, les luttes prendront certainement une nouvelle expansion.

Au Moyen-Orient, bien que les Palestiniens et les Kurdes aient subi de graves défaites, un éveil vient de se produire dans la partie la plus ouvrière, la plus concentrée et la plus forte numériquement de la région, à savoir le prolétariat égyptien, qui peut donner une impulsion à la lutte de classe dans tout le monde arabe.

En Afrique, la disparition du colonialisme portugais a transformé la situation au Sud du Zambèze. Le renversement de la domination blanche est à l'ordre du jour. Il ne sera arrêté ni par les manoeuvres du gouvernement Vorster qui cherche à sauvegarder cette do-

mination en Afrique du Sud, en lâchant la Namibie et même la Rhodésie, ni par certains dirigeants africains disposés à composer avec Vorster.

Même en Amérique Latine, où la défaite de la révolution chilienne et la répression qui frappe sauvagement l'avant-garde et les travailleurs en Argentine, où la situation est caractérisée, à de faibles exceptions près, par un recul des masses, la déroute de l'impérialisme en Asie du Sud-est ne peut pas ne pas avoir des conséquences bénéfiques. Nulle part, le capitalisme n'a pu établir une stabilité tant soit peu durable. Au Brésil, la dictature militaire, qui a pourtant profité de circonstances économiques exceptionnellement favorables, commence à manifester quelques faiblesses.

Aux Etats-Unis, la déroute du pouvoir ne peut pas ne pas avoir de répercussions, au moins indirectes, sur le développement de la lutte de classes. Il est difficile de penser que se renouvellera le phénomène des années 60, cette irruption de mouvements ( mouvement anti-guerre, noir, femme) qui n'avaient pas profondément pénétré dans la classe ouvrière et qui ont disparu. L'inflation elle-même, qui a sensiblement réduit le niveau de vie n'avait pas suscité d'importantes réactions de la classe ouvrière. Ce n'est qu'assez récemment, face à une récession qui a provoqué le plus fort chômage depuis la fin de la guerre, que la combativité des masses laborieuses commence à se manifester de nouveau, avant tout contre le chômage lui-même.

Mais, l'Europe occidentale aussi sera certainement affectée par la déroute de la bourgeoisie en Indochine. Avec le combat du Che, c'est la défense du Vietnam qui contribua à y mobiliser une avant-garde en prélude à Mai 68 et aux mouvements qui ont suivi. C'est en Europe que les luttes des travailleurs continuent de poser le problème du pouvoir. Depuis que fut écrit le document adopté par le Xème Congrès Mondial de la IVème Internationale sur la "construction des partis révolutionnaires en Europe capitaliste", les régimes dictatoriaux qui y existaient encore ont, à l'exception de celui de l'Espagne franquiste, disparu; quant à ce dernier, on peut affirmer, sans crainte de se tromper, que ses jours sont désormais comptés.

Ce qui se passe au Portugal éclaire énormément la situation de toute une partie de l'Europe. Même au moment où Caetano fut remplacé par Spínola, il était difficile d'imaginer un développement aussi rapide de la situation, accéléré par une fausse manœuvre d'une partie de l'armée, sans aucun doute, mais développement qui s'est produit parce que tous les éléments étaient présents pour qu'il se produise. La disparition du régime de Franco donnera à la classe ouvrière européenne, où le souvenir de la révolution espagnole est très

vivant, une impulsion encore plus grande.

Le seul pays important d'Europe où la montée ouvrière n'a pas trouvé une expression importante est l'Allemagne fédérale où l'expérience des gouvernements de coalition de la social-démocratie avec le parti libéral bourgeois, du fait de l'impuissance de ces gouvernements, risque même de ramener au pouvoir la démocratie chrétienne. Mais une telle éventualité pourrait, à son tour, contribuer à radicaliser les masses travailleuses.

Il n'est pas nécessaire de décrire longuement ici la politique des directions traditionnelles réformistes, social-démocrates ou stalinien-nes. Le "contrat social" en Grande-Bretagne, le "compromis historique" en Italie, la "démocratie avancée" en France, ont tous pour objectif avoué la réforme du système capitaliste. L'exemple du Portugal où la crise du régime est pour le moment la plus avancée est significatif. Le Parti socialiste dirigé par Mario Soares se montre ouvertement un plus farouche défenseur du Pacte atlantique que les officiers du MFA. Le PC portugais donne l'apparence de vouloir aller "au-delà de la démocratie bourgeoise"; mais ce n'est pas là, vraiment, la politique poursuivie consciemment par la direction Cunhal. Celle-ci emploie à l'occasion des phrases de gauche pour prendre le contrôle sur les masses non encadrées qui écoutent avec sympathie les organisations révolutionnaires. En même temps, elle cherche à limiter les luttes et sert inconditionnellement le MFA, où les mêmes officiers qui, aujourd'hui, se prononcent pour le "socialisme", risquent de tourner demain en faveur d'un régime d'"ordre".

La crise des directions bourgeoises trouve un prolongement dans la perte d'autorité de ces vieilles directions du mouvement ouvrier, surtout auprès des nouvelles générations qui, de plus en plus, ne se contentent pas de simples revendications économiques et de formes de lutte traditionnelles. Des formes de contrôle ouvrier, d'organismes d'auto-organisation des masses, commencent à apparaître. La déroute que vient de subir l'impérialisme en Indochine sera un énorme stimulant dans la période de grandes luttes qui se préparent en Europe et qui peuvent, à leur tour, aussi aboutir à de grandes victoires des travailleurs.

30 avril 1975

# L'EVOLUTION DE LA SITUATION EN ASIE

G. VERGEAT

1. La défaite de l'impérialisme américain en Indochine, provoque des réactions inévitables chez les classes dirigeantes des Etats de l'Asie extrême-orientale, du Sud-est, en particulier celles qui sont liées à l'impérialisme US.

Les réactions ont en commun de considérer qu'une période se termine, et qu'il convient de reconsidérer en conséquence les données nouvelles, politiques et économiques, de la période qui s'ouvre. Toutes les classes dirigeantes de la région ne tirent pas les mêmes conclusions en ce qui concerne la manière de maintenir leur statut privilégié. Le problème qui leur est commun est de produire au plus vite les conditions nécessaires à leur sécurité, après ce qu'elles perçoivent à juste titre : l'abandon des classes dominantes cambodgienne et sud-vietnamienne par l'impérialisme US.

Les unes, qui exercent leur dictature en Corée du Sud, en Indonésie et aux Philippines, conçoivent leur avenir immédiat comme le renforcement toujours accru de leur intégration économique, politique et militaire à l'impérialisme US. Elles annulent de ce fait leur propre marge d'autonomie, aussi limitée soit-elle.

Les autres, en Thaïlande, à Singapour, en Malaisie, tirent des conclusions différentes, très opposées aux précédentes. Elles s'accordent pour reconnaître que la faillite de la doctrine Nixon marque la fin d'une période, et que, d'une garantie de pouvoir et de sécurité, l'impérialisme américain est devenu un obstacle à des changements politiques et économiques rendus nécessaires désormais. Elles considèrent qu'il convient de reconnaître que les dirigeants de la Chine Populaire sont des partenaires dignes de réelle confiance, avec lesquels il faut traiter sur tous les plans.

Les dirigeants malais ont manifesté leur confiance dans l'avenir immédiat; le premier ministre de Singapour, Lee Kuan Yew, a déclaré : "Je ne crois pas à la théorie des dominos", en ajoutant par ailleurs : "Le sort des Etats de l'Asie du Sud-est est d'être pris dans l'étau de la compétition entre la République Populaire de Chine et l'Union Soviétique, la Chine ayant l'avantage des liens historiques avec la région". Quant au ministre des Affaires étrangères thaïlandais, il déclare en réponse à des questions posées par l'hebdomadaire Newsweek : "Notre politique étrangère (à l'égard de la présence future des troupes US et de leurs bases en Thaïlande) à ce sujet est très claire. Les troupes américaines et leurs arrières logistiques quitteront la Thaïlande dans les douze mois. Nous négocions actuellement l'organisation du retrait, qui prend en considération la situation dans la région. Dès que la paix s'instaure dans la région -- en d'autres termes un cessez-le-feu au Cambodge -- les troupes s'en iront". A la question concernant les relations avec Hanof, ce monsieur, Chatichai Choonhavan, répond : "Il est difficile de deviner les intentions d'un pays qui possède la moitié des forces armées dans le voisinage de l'Indochine. En tant que pays voisin de l'Indochine et de la Thaïlande, le Nord-Vietnam a infiltré des agents en Thaïlande pendant de nombreuses années, entreprenant des efforts constants pour recruter des Thaïlandais à des fins de subversion en Thaïlande. Je vous invite à tirer vos propres conclusions sur les intentions de Hanof dans la région". A la question concernant les relations avec la Chine, on apprend : "Nous avons déjà normalisé nos relations avec la Chine et j'espère que les relations diplomatiques seront établies après mon voyage à Pékin dans quelques semaines. Naturellement il s'en suivrait l'arrêt immédiats de nos relations politiques avec la République de Chine (Taïwan). Mais les dirigeants de Pékin n'ont jamais demandé que

nous cessions nos relations commerciales avec Taïwan, relations que nous espérons continuer de même qu'avec d'autres pays qui ont reconnu Pékin. Nous avons eu de bonnes relations avec la Chine pendant 2000 ans. La Chine et la Thaïlande ne sont pas comme les autres. Nous pouvons aller sur n'importe quelle route que nous choisissons". Enfin, à la question posant le problème des garanties de paix en Asie du Sud-est, il répond : "Elles sont au nombre de quatre : autonomie et force intrinsèque; coopération régionale; coexistence sans égard des idéologies politiques et, quatrièmement : avant que l'établissement d'une zone de paix, de liberté et de neutralité ne soit réalisé, des tentatives doivent être faites pour promouvoir la politique d'équidistance dans les relations avec les super-puissances".

II. Ces prises de position définissent très précisément l'orientation qu'espèrent prendre les classes dirigeantes de certains Etats asiatiques. Elles ne peuvent pas s'hasarder à faire de telles déclarations si elles ne reçoivent pas déjà, par des voies diplomatiques, avant publicité, des échos favorables de la part de la Chine avant tout.

Les dirigeants de Pékin ont aidé, depuis de nombreux mois, cette évolution politique. Elle se traduit par : (a) le fait qu'ils ne s'opposent pas à la présence militaire US dans la région, bien au contraire puisqu'elle contre directement celle de l'URSS, elle-même menaçant la Chine; (b) le désarroi politique dans lequel Pékin maintient ses partisans, armés ou non, dans la région, ces derniers éclatant et se divisant politiquement, n'étant plus le pion principal et jadis nécessaire à la pénétration de Pékin dans la région. Le cas actuel le plus manifeste est celui des maoïstes malais; (c) enfin, Pékin est soumis économiquement à un besoin urgent de devises pour l'achat d'équipements industriels et de moyens technologiques refusés par Moscou. Les prix ont été soumis à l'inflation généralisée. Pékin entreprend en conséquence une opération double en proposant ses propres produits textiles et industriels à des prix défiant toute concurrence, avec des baisses de plus de 20%, permettant ainsi de drainer des devises et offrant la possibilité aux bourgeoisies d'Asie d'acheter à bas prix hors du marché impérialiste mondial qui propose un matériel peu adapté aux conditions régionales.

III. Cet ensemble de données nouvelles, encore non affirmées ni rodées dans la pratique, mais clairement définies, est porteur de contradictions politiques qui apparaissent au sein du camp ouvrier, anti-impérialiste, dans la région.

Entre Hanoï et Pékin, la conception de la défense de leurs intérêts apparaît nettement différente si ce n'est opposée. Pékin ne conçoit plus la défense de la Chine comme étant liée à la lutte extensive contre l'impérialisme, alliée aux luttes régionales, en Indochine. Ainsi, Pékin accepte le maintien des troupes US en Thaïlande, Hanoï réclame leur départ. De

son côté, le premier ministre Thaïlandais organise le départ des américains, tend la main aux chinois, condamne Hanoï et propose la neutralité de la région, à équidistance de Moscou et Washington. Le but d'une telle opération est aussi très clair : se maintenir, s'accorder avec Pékin, limiter ou même isoler Hanoï en faisant appel à Sihanouk. La déclaration de ce prince, datée du 15 avril à Pékin, est un écho à ce que le premier ministre Thaïlandais propose pour la région : "Le régime installé à Phnom Penh après la victoire des Khmers Rouges sera non-aligné, démocratique, progressiste et pas communiste". Sa déclaration orale à la radio française affirmant que "après la victoire il y aura un gouvernement et une administration totalement communistes. Ainsi, soit je deviens une marionnette des Khmers Rouges ou je demeure indépendant et des troubles s'en suivront", dénote une chose claire : que Sihanouk entend utiliser la base sociale qu'il s'est préservée dans les campagnes, le caractère nécessairement nationaliste de la lutte actuelle lui permettant de maintenir une réelle influence parmi les masses et de nombreux éléments de son ancien appareil d'Etat, passés à la résistance; il entend utiliser le soutien international, à l'Ouest comme à l'Est (qu'il possède déjà de la part de Pékin) et s'opposer aux Khmers Rouges et secondairement aux vietnamiens. Il est trop tôt pour conclure mais le problème est posé.

La conception de la neutralité régionale est un élément clé de rencontre entre Sihanouk, Bangkok, Pékin, et peut gêner Hanoï dans son oeuvre d'unification du Vietnam, comme dans ses relations régionales. En échange, cela pose à Hanoï une responsabilité très lourde et affirmée : accepter l'établissement de liens politiques renforcés, peut-être même de liens militaires, avec les forces révolutionnaires dans la région, traditionnellement liées à la Chine. La reconstruction intérieure du Vietnam peut encore bloquer ce processus, mais Hanoï sait ce que l'isolement peut signifier.

En ce sens, une question demeure encore sans réponse : la montée des mobilisations de masse dans toute la région, déjà clairement exprimée par les assauts des étudiants contre les classes dirigeantes dans chacun des pays, est sans réelle direction politique. La combativité des masses face à l'impérialisme -- dans son expression combinée nippo-américaine -- est un élément entretenu par les victoires indochinoises, mais Pékin n'offre plus aucune direction politique, et Moscou encore moins. Ce vide de direction conséquente pose un problème considérable à la direction vietnamienne. C'est aussi sur ce plan qu'elle montrera sa volonté ou non de continuer la lutte qu'elle a si fabuleusement menée en Indochine. Sur ce terrain, le conflit avec Pékin est inévitable si Hanoï se définit positivement.

# APRES LES ELECTIONS

Nous publions ici des extraits de la résolution du Comité Central de la Ligue Communiste Internationaliste (LCI -- Liga Comunista Internacionalista), organisation sympathisante de la IVème Internationale au Portugal, sur la signification politique des récentes élections dans ce pays.

## La situation politique et la signification des élections

Le développement des luttes, le renforcement des organisations ouvrières, ainsi que la faiblesse des partis politiques de la bourgeoisie qui, vu leurs traditions, leurs expériences et leur implantation, n'offrent aucune solution dans l'immédiat à la crise de direction politique ouverte par la chute de la dictature, voilà les traits dominants de l'évolution de la situation politique depuis le 25 avril 1974.

Le mouvement ouvrier, atomisé et affaibli par la dictature, ne possédait pas d'expérience de confrontation politique et de mobilisation des forces ouvrières dans le cadre d'une riposte de classe contre le Capital. Cependant, il a acquis rapidement une nouvelle capacité de confrontation -- qui se développe aujourd'hui -- au travers des formes de lutte très avancées (auto-gestion, grèves avec occupation, organisation démocratique des grèves, élections en assemblée générale des commissions de travailleurs), au travers de la généralisation des revendications contre les attaques au pouvoir d'achat des travailleurs, contre le chômage, et, enfin et surtout, à partir de la riposte rapide et décisive, dans la rue, les 28 septembre et 11 mars.

Le renforcement des partis réformistes -- ceux sur lesquels la bourgeoisie compte pour contenir les luttes des masses, les paralyser ou les canaliser le mieux possible afin de reconstruire le capitalisme -- comme celui des organisations révolutionnaires, est un danger d'autant plus menaçant qu'il exprime, en fait, l'énorme confiance des travailleurs dans leurs propres forces (acquise à partir du nouveau rapport de forces imposé le 11 mars) et, avant tout, leur compréhension de la nécessité d'une rupture avec la bourgeoisie. A partir de maintenant, la lutte ne se situe plus seulement contre le patron dans l'entreprise ou contre l'industriel qui organise le sabotage, mais contre le patronat et ses partis.

Pour la bourgeoisie, il ne s'agit donc plus seulement de recomposer ses forces, de solidifier son appareil politique de domination, de recons-

truire un courant réactionnaire lié à la hiérarchie militaire et de tenter d'imposer au mouvement ouvrier des sacrifices lui permettant d'accroître ses profits. Pour résoudre la grave crise économique et politique, la bourgeoisie doit préparer dès maintenant la confrontation politique avec le prolétariat et ses organisations afin de lui faire subir une défaite importante, permettant l'instauration d'un Etat fort, mettant fin à la collaboration de classe avec les réformistes, restreignant les droits conquis par les travailleurs sur le plan économique, politique et syndical. Dans ces attaques, la bourgeoisie va tenir compte des leçons du 28 septembre et du 11 mars.

Le Pacte proposé par le MFA reflète directement la marginalisation relative des éléments spinolistes, mais ils ne sont pas éliminés et détiennent encore maintenant d'importantes positions. L'institutionnalisation du MFA, l'intervention du Conseil de la Révolution, la collaboration acceptée par les partis de la droite et de l'extrême-droite (à l'exception d'un groupuscule bourgeois : le PPM -- Parti portugais monarchiste) et par les principaux partis ouvriers, ainsi que par le FSP (Front Socialiste Populaire), renforcent le MFA comme centre du pouvoir politique, ceci sous le couvert de la défense de la démocratie. Mais, en vérité, ceci représentait l'unique solution pour une bourgeoisie qui se trouvait obligée de l'accepter, sous peine de risquer de perdre une bonne partie de sa base sociale en vue des élections.

Evidemment, la force des éléments réformistes au sein du MFA ne peut pas être négligée. Elle fut même déterminante pour accélérer le processus d'institutionnalisation et faire passer le Pacte. Ces mesures, dans l'immédiat, servent aussi les réformistes du Parti communiste (PCP) qui, bien que minoritaires dans la constituante, s'assurent de ne pas être écartés du gouvernement et pourront continuer leur politique de collaboration de classe, au nom des réformes pacifiques, de la conquête partielle de l'appareil d'Etat, du socialisme sans la révolution. Mais, ce qui est plus significatif, c'est que le MFA n'a cessé d'être une fraction de l'appareil d'Etat, plus précisément de l'armée. Maintenir son intervention et, avant tout, garantir qu'il détiendra le dernier mot -- comme le lui assure le Pacte -- signifie ouvrir le chemin au renforcement de la droite, permettre un contrôle institutionnel croissant de la part de la bourgeoisie, évitant que s'ajoute aux luttes ouvrières d'aujourd'hui la conscience de classe du prolétariat, la rupture avec la bourgeoisie, la lutte sans trêve pour le socialisme et, en dernière analyse, la compréhension de la nécessité de la prise du pouvoir et de la destruction de l'Etat bourgeois.

Dans cette perspective, les nationalisations ne sont pas seulement le reflet du mouvement de masse ou sa conquête. Elles peuvent constituer aussi des instruments permettant au MFA de s'appuyer sur la petite-bourgeoisie des villes et des campagnes au travers de l'aide aux petites et moyennes entreprises et des premières mesures de réforme agraire. Limitant le pouvoir du grand Capital, mais ne le désarticulant pas complètement, les nationalisations -- s'il est vrai qu'elles peuvent être récupérées dans le cadre du système capitaliste -- vu leur lien avec la montée du mouvement des masses créent néanmoins une dynamique dangereuse pour la bourgeoisie et ouvrent le chemin pour le renforcement de la lutte anti-capitaliste des masses.

Les élections devaient permettre le renforcement et la réorganisation de la droite capitaliste. Le 11 mars, l'émergence d'une situation pré-révolutionnaire ainsi que l'approfondissement des mobilisations et de la conscience anti-capitaliste du prolétariat modifièrent profondément le rapport de forces entre les classes. Sur la défensive, la classe capitaliste accepta l'institutionnalisation du MFA et les nationalisations. Elle se vit obligée de tenter de réorganiser un courant réactionnaire au sein de l'armée, de renforcer ses partis, de mettre en place une stratégie dont les échéances sont fort différentes de celles prévues initialement à partir de résultats électoraux hypothétiques.

Les dernières élections ne peuvent en aucune manière modifier les rapports de forces entre les classes. Dans l'immédiat, le sabotage économique, les attaques de l'extrême-droite, la campagne anti-communiste, fourniront les armes de la bourgeoisie pour stimuler l'instabilité politique et économique, pour chercher à gagner aux partis capitalistes de larges secteurs de la petite-bourgeoisie et du paysan.

Les prochaines élections (en octobre) se dérouleront dans un contexte tout à fait différent. Les confrontations politiques seront beaucoup plus violentes. Le facteur déterminant pour que le prolétariat accentue ses initiatives, gagne un appui massif parmi les soldats, les paysans et des secteurs de la petite-bourgeoisie, résidera, en dernière analyse, dans sa capacité de coordonner et centraliser toutes ses actions, en se fixant comme objectif central : la lutte pour un gouvernement des travailleurs, pour l'expulsion du gouvernement des lieutenants de Spinola dans les tentatives contre-révolutionnaires, des partis de la bourgeoisie et de tous les ministres capitalistes.

## Quelle victoire?

La présente crise de la bourgeoisie et les rapports de forces actuels ne pouvaient que se refléter dans les élections à la constituante. Néanmoins, de nombreux observateurs, spé-

cialement les commentateurs bourgeois, furent surpris par le résultat.

La large majorité électorale obtenue par les partis ouvriers confirme l'énorme confiance des travailleurs dans leurs propres forces, leur propre combativité, tout comme l'absence d'une alternative bourgeoise.(...)

Mais la victoire du Parti socialiste (PS) est contradictoire. Parti réformiste, dont la base est ouvrière, mais la direction politique bourgeoise -- parti ouvrier bourgeois pour reprendre l'expression de Lénine --, le PS obtient un résultat électoral qui ne correspond pas à une réelle capacité de mobilisation et d'encadrement des travailleurs, dont il gagne l'appui avant tout sur le plan électoral. La fonction politique du PS est évidemment de contenir les luttes ouvrières, de pratiquer une politique de collaboration de classe, de gagner une influence sur des secteurs importants de l'appareil d'Etat, d'offrir une alternative de gestion loyale du capitalisme. Les liens avec la social-démocratie européenne renforcent cette politique, quand bien même Soares répète que "la social-démocratie n'a pas d'espace au Portugal".

Mais interpréter le vote PS comme un vote anti-communiste et bourgeois, comme le font les centristes (le MES et le FSP), serait une erreur qui désarmerait les travailleurs (...)

Avant tout, le résultat reflète la confluence de deux facteurs décisifs :

(A) Le retard politique du mouvement ouvrier portugais. L'explosion des luttes ouvrières, la radicalisation massive des travailleurs, se développent naturellement à des rythmes très différents, soit en ce qui concerne les formes de lutte adoptées pour faire aboutir des revendications, soit en ce qui concerne la conscience des diverses couches de travailleurs. En l'absence d'un parti révolutionnaire qui coordonne les luttes, unifie les expériences et donne un débouché politique global à chaque mouvement revendicatif, les réformistes du PCP et, avant tout, du PS, pourront jouer sur ce retard politique et gagner des secteurs combattifs, mais dépourvus d'une expérience de lutte et d'organisation permanente.

(B) Le nouveau rapport de forces entre la bourgeoisie et le prolétariat. Le vote en faveur du PS est l'expression la plus immédiate de ce rapport de forces qui implique que les partis bourgeois se trouvent dans une situation de grande faiblesse face aux travailleurs et à leurs partis. Un vote pour le PS traduit aussi la volonté de larges couches de travailleurs de lutter contre l'exploitation dont ils sont victimes. Cependant, la politique bourgeoise de la direction du PS, prenant souvent l'aspect de l'anti-communisme, lui per-

mit aussi d'attirer des secteurs importants de la petite-bourgeoisie et de la moyenne bourgeoisie.

Dans ce contexte, au même moment où elle n'abandonnera pas la politique de collaboration de classe, ni même d'éventuelles alliances conjoncturelles avec des partis bourgeois, la direction du PS se voit obligée -- y compris vu la pression de sa propre base -- d'avoir une politique d'unité avec le PC, de chercher à organiser sa propre force pour un travail dans le syndicat et dans les entreprises, cherchant à disputer la direction de quelques secteurs du mouvement ouvrier aux staliniens.

La "marginalisation électorale" du PC -- qui, par ailleurs, était prévisible -- et la déroute du MDP/CDE vont obliger les staliniens à maintenir un degré élevé de mobilisation des masses pour utiliser cette pression sur l'appareil d'Etat bourgeois, gagner des positions, renforcer leur influence dans le MFA, maintenir un gouvernement de collaboration de classe, apparaître comme la direction du mouvement ouvrier et le parti le plus fort et le plus structuré.

Mais, pour atteindre ce but, une politique d'alliance avec le PS est nécessaire, qui peut cependant être facilement dépassée par les mobilisations de masse. Quant au MDP/CDE, il pourra prétendre être un organe d'appui civil au MFA. Sa force restreinte va encore plus le faire apparaître comme un instrument du PC. Il devra se limiter à être utilisé comme un instrument de pénétration dans les villages les plus isolés, ainsi que dans les postes clé des ministères, domaine dans lequel il a manifesté son utilité pour le PC.

C'est dans ce contexte que l'on peut comprendre la signification et la nature contradictoire du vote pour le PS et la faiblesse du vote pour le PC. Le PS attirera le vote utile de larges couches de la petite et moyenne bourgeoisie contre le communisme. Il récolte aussi les fruits politiques de la radicalisation des couches retardées du prolétariat, comme le vote de nombreux travailleurs voulant lutter pour le socialisme.

Quant au PC, le résultat ne correspond pas à sa capacité de mobilisation et à sa force politique. Sa faiblesse électorale est le résultat de son incapacité à développer une politique de classe, de la liquidation de nombreuses luttes au nom de la politique de collaboration de classe, de la subordination de toute unité d'action avec d'autres partis ouvriers à la possibilité immédiate de faire pression sur l'appareil d'Etat et, enfin, de son refus de se diriger vers une politique d'unification politique de la classe ouvrière contre le Capital (...). Plus fondamentalement, la direction du PS -- au sein duquel des contradictions peuvent se développer -- disposera d'une marge de manoeuvre supérieure pour faire pression sur le MFA afin

d'être reconnue comme l'interlocuteur essentiel et pour renforcer les courants qui, au sein du MFA, appuient les positions social-démocrates.

Le résultat électoral renferme donc des effets contradictoires :

- d'un côté, dans la mesure où des larges couches de travailleurs voient dans ces élections leur victoire, il accroît la confiance des masses laborieuses, accentue la pression à la base au sein du PS et du PC, dans le sens d'une politique unitaire contre la bourgeoisie et ses partis;

- de l'autre côté, il ne peut pas manquer de se produire une certaine désillusion et démoralisation de certaines couches du prolétariat qui, sous l'impact de la campagne électorale triomphaliste et électoraliste du PC, ne s'attendaient pas à un pourcentage de voix aussi restreint. Plus d'une fois, la direction du PC a payé cher les illusions qu'elle a suscitées au sein de la classe ouvrière. Et, plus d'une fois, les travailleurs ont payé les erreurs commises par les directions réformistes, avant tout le PC.

De tout cela, il importe de tirer une conclusion fondamentale :

- soit la progression des luttes des travailleurs passe par l'approfondissement de leur mobilisation, par le refus de l'électoralisme, par l'indépendance du prolétariat dans sa lutte contre la bourgeoisie, allant vers l'émergence d'une situation révolutionnaire et la création d'un parti révolutionnaire fort, implanté et capable de mobiliser les masses sur des objectifs révolutionnaires;

- soit, au contraire, vu le manque d'alternative et vu la politique traître des directions réformistes, le potentiel anti-capitaliste des luttes des travailleurs sera paralysé, empêchant l'avance de leur conscience et permettant la recomposition de la bourgeoisie et le développement de son offensive.

La recomposition du mouvement ouvrier a pour conséquence aussi bien une restructuration au sein de certains courants de l'extrême-gauche (spécialement le courant maoïste, où toute une aile du PUP -- Parti d'Unité Populaire -- passe à l'UDP -- Union Démocratique Populaire) qu'une modification des rapports entre les diverses composantes de la gauche révolutionnaire.

Les résultats obtenus par l'ensemble des organisations d'extrême-gauche est assez significatif de son implantation et de son influence politique. Ceci apparaît particulièrement dans les circonscriptions où la concentration de travailleurs est la plus élevée et où les voix recueillies par l'extrême-gauche représentent un pourcentage élevé des voix du PC : Lisbonne, Porto, Sétubal (...)

27 avril 1975

ITALIE

14<sup>ème</sup> congrès du PCI

# IDEOLOGIE ET POLITIQUE DU COMPROMIS HISTORIQUE

LIVIO MAITAN

Le 14<sup>ème</sup> Congrès du Parti Communiste italien (PCI) s'est déroulé du 18 au 23 mars derniers suivant une mise en scène qui visait à mettre en relief la force et l'efficacité de l'organisation. Il faut dire que pour attirer l'attention générale, il n'y avait pas besoin d'expédients. Quelles que soient les orientations qui prédominent dans la phase actuelle, la bourgeoisie italienne est parfaitement consciente du poids important qu'a le PCI dans la lutte politique en Italie et de la possibilité de voir son attitude devenir, à un certain moment, déterminante pour éviter une crise de régime à la dynamique incontrôlable. C'est pourquoi les travaux du Parti ont été suivis avec le plus grand intérêt par toute la presse et par tous les observateurs politiques et analysés dans toutes leurs implications possibles.

## La réaffirmation du compromis historique

Il n'y avait aucune raison de douter que le Congrès ratifierait formellement la stratégie du prétendu "compromis historique" énoncée dans ses lignes essentielles en automne 1973, juste après la chute d'Allende, et acceptée presque à l'unanimité, même s'il existe quelques différences partielles d'interprétation et d'accentuation. Le PCI a démontré une fois de plus qu'il est la force politique la plus cohérente et efficace, bien plus encore dans une phase de renforcement ultérieur de son influence et de renforcement ultérieur de ses structures organisationnelles. Au cours du débat du Congrès on a vu, du reste, s'exprimer ouvertement certaines différenciations apparues dans la discussion préparatoire qui s'était déroulée dans l'Unità (quotidien du PCI) et dans Rinascita (hebdomadaire du PCI). Par exem-



Berlinguer

ple, Ingrao a mis en sourdine sa thèse selon laquelle la réalisation du compromis historique impliquera ou présupposera une scission de la Démocratie-chrétienne (thèse qui fut résolument rejetée par d'autres). On n'a pas vu réapparaître, non plus, la polémique sur la politique économique, entre ceux qui soutenaient la nécessité d'agir en partant des investissements (Trentin et d'autres syndicalistes) et ceux qui, au contraire, optaient pour une action sur la consommation (Barca). Il est vrai qu'une voix d'opposition explicite s'est élevée au Congrès, comme elle s'était élevée au cours de la phase préparatoire : celle d'un des fondateurs du Parti, membre de la direction, Umberto Terracini. Mais Terracini, s'il a, à juste titre, critiqué la position officielle qui élude la définition précise de la nature de classe de la Démocratie-chrétienne en tant que parti hégémonique de la bourgeoisie, n'en a pas tiré les conclusions nécessaires et n'a pas remis en question la stratégie d'ensemble du Parti. C'est pourquoi il continuera à jouer un rôle d'outsider, qui peut se permettre de temps en temps des sorties non orthodoxes, dans la mesure justement où il ne représente pas, même embryonnairement, une alternative à la ligne du groupe dirigeant.

Les travaux du Congrès ont surtout été caractérisés par l'apparition au premier plan de la problématique de la réalisation à court terme et à long terme du compromis historique et par l'explosion de la polémique sur les événements portugais.

La contradiction entre l'urgence d'une réponse

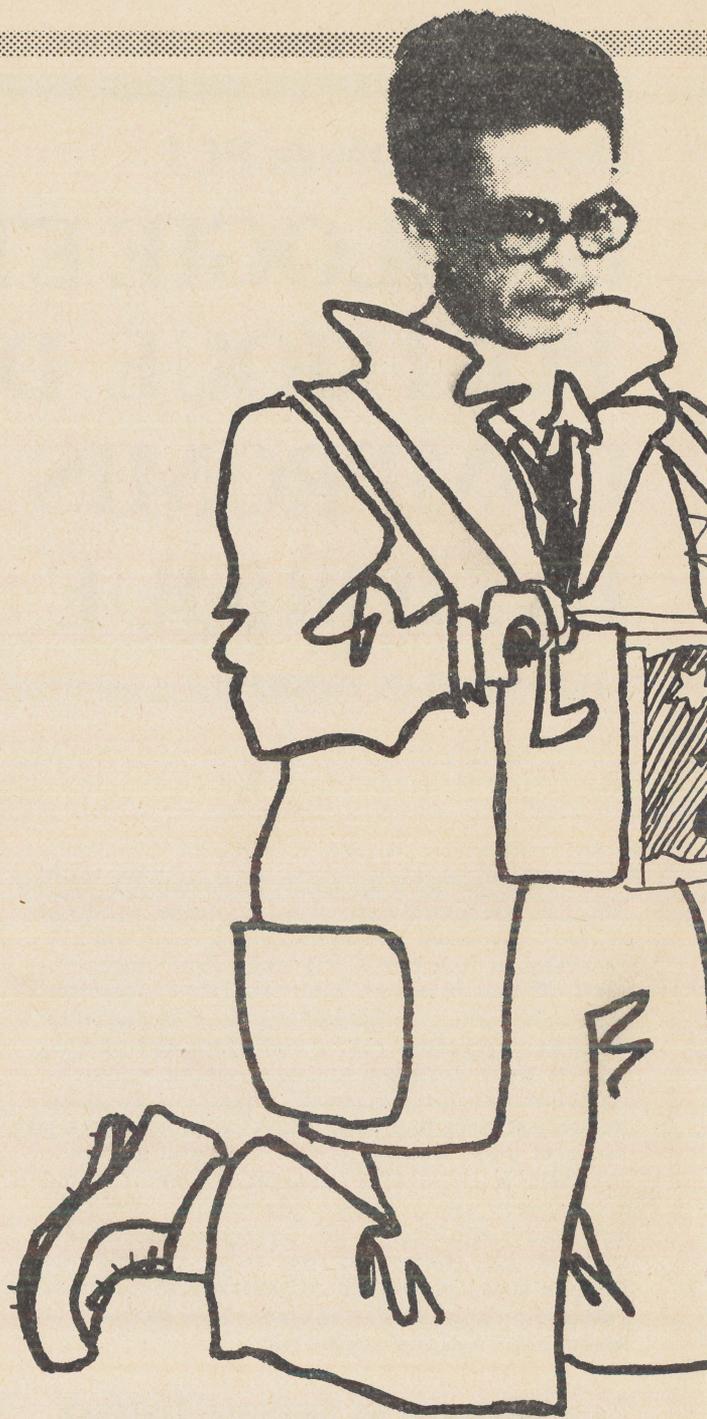
aux problèmes posés par une situation dont le rapport de Berlinguer n'a certainement pas sous-évalué la gravité, et l'affirmation que la réalisation du compromis historique nécessitera la maturation d'une série de conditions et donc impliquera des échéances relativement longues, ne pouvait pas continuer à s'exprimer dans des polémiques indirectes et, surtout, devait être, d'une façon ou d'une autre, surmontée.

Il était en particulier nécessaire pour Berlinguer et consorts de concrétiser l'attitude à avoir, dans cette phase, envers une Démocratie-chrétienne dont le groupe dirigeant avait pris une position vigoureusement hostile. Cette exigence ne pouvait plus être repoussée après que le secrétaire de la DC, Fanfani, exploitant de façon provocatrice la décision des militaires portugais de ne pas permettre aux démocrates-chrétiens de présenter des candidats aux élections, ait ordonné le départ bruyant de la délégation de son Parti de la tribune officielle des invités du Congrès, et ait relancé une campagne anti-communiste du style de celle des années 50.

Le groupe dirigeant de Berlinguer a répondu à différents niveaux. En premier lieu, dans son rapport déjà, Berlinguer déclara explicitement que la solution des problèmes les plus urgents, surtout économiques, n'était pas subordonnée à la réalisation d'accords de compromis historique au niveau gouvernemental. "Afin de faire avancer la solution de ces problèmes -- disait-il -- on ne peut certes pas attendre la mise en place d'un gouvernement démocratique. Pour cet ensemble d'objectifs (les objectifs économiques) il faut se battre tout de suite en cherchant à peser, déjà aujourd'hui, dans toute la mesure du possible, sur les orientations de politique économique et sur les méthodes de gouvernement et d'administration des affaires publiques".

Parallèlement, Berlinguer ne pouvait pas feindre d'ignorer le refus opposé par la DC à la perspective du compromis historique, ni la position toujours plus conservatrice et réactionnaire que Fanfani était en train de donner à son parti, en particulier en vue de la campagne pour les prochaines élections régionales et administratives. C'est pourquoi il a dédié une bonne partie de sa conclusion à une puissante attaque contre Fanfani et a donné comme objectif immédiat de mobilisation l'attaque contre le secrétaire actuel de la Démocratie-chrétienne.

C'était une façon -- non dépourvue d'une certaine habileté tactique -- de surmonter la polémique sur les moyens d'imposer un "changement" à la DC et de stimuler une participation unitaire et active de tout le Parti dans la campagne électorale. La DC peut sans aucun doute sortir affaiblie de cette campagne : et cet affaiblissement est désormais considéré par Berlinguer comme une des prémisses à la concrétisation du compromis historique.



## La spécificité de «la voie italienne»

En second lieu, conscient du danger que représente une polémique électorale centrée sur le Portugal, le groupe dirigeant du PCI tenta de renverser la situation, en utilisant le cas portugais pour donner une nouvelle preuve solennelle de son "indépendance" par rapport aux autres partis communistes et de sa fidélité à la conception du passage démocratique et graduel au socialisme. Il prenait ainsi nettement distance par rapport aux décisions du MFA et donc du "parti frère" de Cunhal, faisant un pas de plus dans l'affirmation de l'autonomie et de la spécificité de la "voie italienne au socialisme".



## BERLINGUER :

**L'histoire de la  
société italienne  
est l'histoire de  
la collaboration de  
classe...**

Indépendamment même de l' "incident" portugais, un des traits distinctifs du XIVème Congrès du PCI a été la tentative d'assurer un fondement politico-idéologique plus systématique à la stratégie de compromis historique. Plusieurs des interventions du débat pré-congressuel -- sur la trace du texte d'ouverture de la discussion voté par le Comité Central -- avaient été dans ce sens, c'est-à-dire qu'elles s'étaient efforcées de systématiser la conception de la voie italienne au socialisme, en en précisant les contenus, surtout en référence à la phase dans laquelle on entrerait avec la concrétisation éventuelle du compromis historique. Mais c'est Berlinguer lui-même qui, devant le Congrès, s'en-

gagea sur ce terrain bien plus en avant que lors de toutes ses performances précédentes.

Il vaut la peine de faire quelques citations. En ce qui concerne la situation internationale, dans le texte préparatoire du CC on trouvait une contradiction claire entre une analyse qui n'ignorait pas les aspects structurels et ne sous-estimait pas la gravité de la crise économique mondiale et la présentation de solutions visant à rationaliser le système (accords systématiques entre pays à nature de classe différente, collaboration économique à l'échelle universelle, etc.). Dans son rapport au Congrès, Berlinguer s'efforça d'aller plus loin :

"Si l'on veut voir à plus long terme, on peut penser que le développement de la coexistence pacifique et d'un système de coopération et d'intégration assez vaste pour permettre de surmonter progressivement la logique de l'impérialisme et du capitalisme, et de comprendre les aspects les plus variés du développement économique et civile de l'humanité entière, pourrait rendre également réaliste l'hypothèse d'un "gouvernement mondial" qui serait l'expression de l'accord et du concours librement consenti de tous les pays. Cette hypothèse pourrait ainsi sortir de ce règne de pure utopie dans lequel se situèrent les projets et les rêves de différents penseurs au cours des siècles passés".

Il peut se faire que l'hypothèse de Berlinguer permettrait de sortir du "règne de pure utopie" de certaines vieilles conceptions. Mais quand on donne la perspective fumeuse d'un dépassement progressif de l'impérialisme et du capitalisme, oubliant l'essence même de la problématique révolutionnaire du marxisme et du léninisme, et que, sur cette base, on parle d'un gouvernement mondial, on entre dans le règne d'une nouvelle utopie, en rien plus crédible que l'ancienne. L'originalité se réduit ici à un pur et simple arbitraire. Pour en venir aux perspectives internes, quelle est, selon l'interprétation de Berlinguer et du XIVème Congrès, la nature du processus dans lequel devrait s'insérer la stratégie du compromis historique ?

Dans le rapport, comme dans d'autres thèses, il fut fait allusion à des "éléments de socialisme" que l'on devrait introduire petit à petit. Il est vrai que les oscillations n'ont pas manqué à ce propos -- et ce n'est probablement pas un hasard si, par exemple, la résolution finale ne reprend pas cette notion. Mais, en laissant cela de côté, la conception du développement graduel des éléments de socialisme ne constitue pas une découverte originale des idéologues du PCI, mais fait bien partie du vieil arsenal rouillé du réformisme (même pour l'Italie il serait trop facile de citer des antécédents). Le contenu substantiel de la stratégie du compromis historique émerge surtout de la caractérisation de l'étape annoncée comme "seconde étape de la révolu-

tion démocratique et anti-fasciste" (la première étape se situerait à la fin de la guerre et dans les années suivantes). "Les traits nouveaux -- a précisé Berlinguer -- doivent consister en un processus qui nous amène progressivement à sortir de la logique des mécanismes du système capitaliste, et donc à la pleine affirmation de la fonction dirigeante nationale de la classe ouvrière et des classes travailleuses".

Au-delà des formules -- volontairement élastiques -- l'idée centrale est que la collaboration "démocratique anti-fasciste", interrompue en 1947 à l'initiative de la Démocratie chrétienne et sur instigation de l'impérialisme américain, peut et doit être relancée par la réalisation de ce qui n'avait pas été réalisé il y a trente ans à cause du processus régressif dénoncé. Berlinguer et associés peuvent bien assaisonner le plat avec quelques giclées de sauce "socialiste". En substance, la perspective du compromis historique ne peut être qu'une perspective de collaboration de classe dans le cadre d'une démocratie "avancée", dans laquelle, dans la meilleure des hypothèses, sont introduites des réformes de rationalisation. Personne ne peut sérieusement penser que, dans les faits, une politique basée sur la collaboration avec, en plus des socialistes, cette Démocratie-chrétienne qui continue à être le principal instrument politique de la classe dominante, puisse viser à la rupture ou au "dépassement" du système.

Pour clarifier encore plus sa pensée et toute la portée de la conception du compromis historique, Berlinguer s'est laissé aller, dans sa conclusion, à une singulière digression sur l'histoire italienne du siècle passé. Selon lui, la construction d'un Etat italien unifié se serait développée positivement grâce, surtout, à la convergence entre des forces socialement et politiquement différentes. "La leçon de stratégie de plus d'un siècle d'histoire nationale -- a déclaré le secrétaire du PCI -- c'est que les forces révolutionnaires changent vraiment le cours des événements quand -- en évitant les erreurs opposées mais également subalternes, du suivisme et de l'avant-gardisme, de l'opportunisme et du sectarisme extrême et radical -- celles-ci savent rester dans le sens du courant qui avance et savent associer les forces les plus variées à leurs luttes. Toute avance, tout réel progrès historique, politique et civile a toujours été le fruit d'une alliance entre des forces diverses, non homogènes, mais hétérogènes, socialement et idéologiquement. Mais ceci n'est pas l'énonciation d'une stratégie uniquement politique et uniquement nôtre. C'est, pour nous, et nous pensons que cela doit devenir pour tous, une vision générale de la façon selon laquelle peut se développer la société italienne, peuvent se développer les rapports politiques, les rapports entre les individus et donc la vie morale elle-même. Ceci est

justement un des caractères du marxisme-léninisme".

Laissons de côté l'interprétation désinvolte de l'histoire italienne et surtout le survol désinvolte des conséquences que certains compromis, qui se sont effectivement réalisés, ont eu sur les structures et la dynamique de la société italienne après la construction de l'Etat unifié. Reste le caractère inacceptable d'une méthode d'ensemble qui se base, dans le fond, sur une analogie entre les modes de passage d'une société féodale ou pré-capitaliste à une société dans laquelle la bourgeoisie a imposée sa propre hégémonie, et les modes de passage du capitalisme au socialisme. Les marxistes savent depuis longtemps pourquoi une telle analogie n'est pas pertinente : Berlinguer, évidemment, l'a oublié (ou n'a jamais eu le temps de s'en occuper). Reste l'absurdité du projet d'évolution vers le socialisme sur la base d'un compromis organique, donc d'une collaboration à long terme, entre des forces non seulement différentes et hétérogènes, mais totalement antagoniques.

## Les perspectives

Les efforts visant à donner un caractère plus organique à l'idéologie du compromis historique et le choix politico-tactique que nous avons signalé au début aident et aideront le groupe dirigeant du PCI à maintenir le Parti uni et même, également, à accroître ultérieurement son influence. Mais si, sur le terrain idéologique, cela aura pour conséquence d'accentuer l'évolution réformiste, sur le terrain politique, cela ne pourra pas empêcher les problèmes et les contradictions de réapparaître à brève échéance.

En particulier, une nouvelle accentuation de la crise du pays -- qu'il ne faut pas exclure -- pourrait poser de façon urgente la nécessité de passer à la phase de réalisation pratique du compromis historique. Cela pourrait également se produire par suite d'une précipitation de la crise de la direction bourgeoise. Variante qui pourrait devenir d'actualité dans trois ou quatre mois si les élections régionales et administratives du 15 juin marquaient une défaite de la Démocratie-chrétienne du type de celles essuyées dans les élections partielles de l'an passé. Nous ne devons pas perdre de vue, d'autre part, que, malgré certains communiqués de victoire imprudemment diffusés et repris dans des organes de presse internationaux "autorisés", la crise économique est toujours en plein développement et les conséquences les plus lourdes pourraient bien se faire sentir dans les mois à venir et même après l'été.

Dans un tel contexte, la bourgeoisie italienne -- qui, au cours des derniers mois, par la

bouche de ses hommes les plus représentatifs, allant du président de la FIAT au gouverneur de la Banque d'Italie, a repoussé, du moins pour la phase actuelle, le compromis historique -- pourrait se voir contrainte à redresser le tir. Le PCI ne pourrait pas se limiter, dans ce cas, à des réponses tactiques ou continuer à rabâcher les conditions qui doivent mûrir, sans risquer de manquer des occasions favorables. Mais, pour le groupe dirigeant du PCI, les difficultés ont des racines plus profondes.

Considérons en effet l'éventualité selon laquelle, se jugeant dans une situation extrême, la bourgeoisie arrive à la conclusion qu'il ne lui reste plus qu'à reprendre l'expérience de collaboration de la période 1944-47, et accepte le compromis historique, c'est-à-dire la participation du PCI à la direction politique du pays. Dans une telle éventualité, en schématisant un peu, on peut réduire à deux le nombre des variantes possibles. Le gouvernement de compromis historique pourrait ne pas se différencier beaucoup des gouvernements de la première phase du centre-gauche, c'est-à-dire qu'il n'introduirait pas de réformes assez significatives pour lui permettre d'assumer une fonction canalisatrice et normalisatrice. Dans ce cas, les projets du PCI resteraient sur le papier et ses rapports avec les masses seraient sérieusement mis en danger. Dans le cas contraire, où le gouvernement de compromis historique ouvrirait la voie à des réformes d'une portée réelle, frappant les intérêts au moins de quelques secteurs de la classe dominante et des couches conservatrices des classes moyennes, une stabilisation ne serait pas pour autant assurée. Une dynamique du type de celle du Chili entre 1971 et 1973 pourrait se déclencher, avec, d'une part, une

tendance des masses à déborder le gouvernement et, d'autre part, des classes dominantes -- ou de secteurs de celles-ci -- à créer des tensions encore plus fortes et à saboter. A long terme, la "conciliation" ne serait pas possible et le PCI pourrait se trouver confronté aux situations explosives ou aux choix drastiques de camp que le compromis historique se proposait d'éviter. Et, dans les moments cruciaux les tacticiens, pour habiles qu'ils soient, ne servent pas beaucoup; la force et l'efficacité de l'organisation et le prestige général ne sont pas suffisants; les schémas idéologiques fumeux deviennent totalement inutiles.

Si l'on considère, ensuite, une autre éventualité qui, à notre avis, reste encore la moins probable, à savoir celle où la bourgeoisie italienne réussirait à échéance proche ou relativement proche à restabiliser, même partiellement la situation, arrivant sans grandes pertes à une nouvelle phase de développement économique et réussirait à se doter d'une direction politique moins discréditée et capable d'un minimum d'efficacité, la stratégie actuelle du compromis historique entrerait également en crise. Elle n'aurait plus, en effet, aucune possibilité de se réaliser et, tout au plus, serait reléguée dans les nuages d'un futur indéterminé. Berlinguer -- ou quelqu'un d'autre pour lui -- serait obligé de mijoter quelque chose d'autre, assaisonné d'autres justifications idéologiques.

Le XIV<sup>ème</sup> Congrès du PCI a marqué momentanément un succès de Berlinguer et du groupe dirigeant qui lui est proche. Mais cette constatation ne signifie pas du tout, comme nous avons tenté de le démontrer, que la stratégie du compromis historique a devant elle des perspectives brillantes.

## EGYPTE

# les grèves ouvrières de janvier

## interview d'un marxiste-révolutionnaire

Le 13 avril 1975, Abdel Aziz Hegazi, président du conseil des ministres égyptien, présentait sa démission au président Anouar El Sadate. Toirs jours plus tard, Sadate formait le cinquième gouvernement égyptien depuis la mort de Nasser. Hegazi n'en faisait pas partie et était remplacé en tant que premier ministre par Mamdouh Salem, policier de carrière, qui fut vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sous le gouvernement Hegazi.

Ce changement ministériel représente la réponse de Sadate à l'intensification de la crise économique et à la montée du mouvement ou-

vrier. Le réveil du mouvement ouvrier égyptien, le plus large et le plus déterminant du monde Arabe, a ébranlé le régime deux fois depuis le début de l'année : au début janvier, quand une vague de grèves et de manifestations se déroula au Caire et en Basse-Egypte et en mars, quand les grèves éclatèrent dans les usines de Mhalla El-Kubra. Ces manifestations ouvrières avaient demandé avec insistance le départ de Hegazi, principal représentant de l'"ouverture économique" de Sadate et de son tournant vers l'impérialisme américain.

En retirant Hegazi, Sadate tentait de donner

l'impression d'accorder une concession aux travailleurs. Mais Salem va certainement continuer la politique économique du gouvernement Hegazi en ajoutant très probablement une dose de répression. Face à la détérioration de la situation économique et au réveil de la classe ouvrière, Sadate n'a pas d'autre réponse à apporter que celle de la répression.

La presse occidentale présenta, en général, les manifestations de janvier comme des heurts spontanés, apolitiques. L'interview que nous reproduisons ci-dessous montre clairement que la réalité était différente. En fait, les ouvriers égyptiens tendent de plus en plus à se tourner vers des formes de lutte qui ont été utilisées par les ouvriers des principaux pays impérialistes européens. Et cette ten-

dance semble devoir se développer et s'approfondir au fur et à mesure que les ouvriers égyptiens reprennent leur rôle d'avant-garde du mouvement révolutionnaire dans le monde arabe.

L'interview ci-dessous fut réalisée au Caire, au début de février, avec un camarade du Groupe Communiste Révolutionnaire Mustafa Khamis, une organisation marxiste-révolutionnaire récemment créée en Egypte. (Voir INPRECOR, N° 14-15, 12 décembre 1974). Cette interview fut publiée dans le numéro de mars/avril de El-Mounadel, journal du Groupe Communiste Révolutionnaire du Liban, organisation sympathisante de la IVème Internationale.

Question. - Peux-tu décrire le contexte dans lequel se développèrent les événements de janvier ?

Réponse. - Certainement. Tout d'abord il est important de souligner que les manifestations de janvier ne furent pas une explosion spontanée causée par la crise du transport urbain, comme cela a été présenté. C'était juste le contraire. La manifestation du 1er janvier était une action organisée coiffant une explosion ouvrière qui se développait depuis plusieurs mois. En automne dernier, il y eut une série de grèves -- les plus puissantes eurent lieu en septembre -- qui réussirent à obliger le gouvernement à payer aux travailleurs un mois de salaire pris sur leurs épargnes forcées. Mais les travailleurs demandaient le paiement de l'entièreté de ces épargnes forcées et, en plus, une augmentation de salaire pour compenser partiellement la monstrueuse hausse des prix. Le mouvement ouvrier continua à lutter pour ces revendications, et nos camarades ouvriers du textile de Héliouan imprimèrent des tracts reprenant ces revendications et les distribuèrent à d'autres couches de travailleurs. En fait, ces tracts touchèrent Shubra, El-Mahalla et Alexandrie, ainsi que d'autres centres ouvriers. Naturellement cela stimula l'appareil de répression : trois ouvriers de l'usine El-Sharq à Almbaba furent arrêtés et torturés pour obtenir des informations. Mais l'explosion ouvrière était encore en période ascendante. En décembre, les ouvriers de Shubra organisèrent des assemblées dans les usines afin de demander une augmentation de salaire et

le paiement de leurs épargnes. Puis ils organisèrent des conseils ouvriers qui s'installèrent dans le local du syndicat des travailleurs du textile et continuèrent à fonctionner sur une base quasi-quotidienne pendant 10 jours. Le régime pris peur et Salah Gharib, le ministre du Travail, intervint personnellement pour ordonner l'expulsion des travailleurs du local et pour ordonner la fermeture de ce local afin d'empêcher d'autres réunions de s'y tenir.

Afin de protester contre ces manoeuvres qui avaient été appuyées par la bureaucratie syndicale, les ouvriers de Héliouan demandèrent que leur syndicat se retire du syndicat central. Quand cette information atteignit le ministre du Travail, il ordonna une enquête sur cinq des principaux syndicalistes de l'usine textile de Misr-Héliouan. Mais il n'osa pas faire arrêter ces travailleurs, car les ouvriers menacèrent immédiatement de brûler l'usine si des mesures répressives étaient prises. Les travailleurs de Héliouan allèrent même plus loin : ils votèrent secrètement de faire grève pour leurs revendications. Tous les centres industriels -- la sidérurgie, les fonderies, l'industrie chimique, les mines -- se solidarisèrent avec cette décision. La date de la grève fut fixée au 1er janvier.

A cette date, les ouvriers se rassemblèrent devant la gare de Bab El-loq au Caire (d'où partent les trains Le Caire - Héliouan) et défilèrent dans les rues du Caire en lançant des mots d'ordre sur leurs conditions de vie. Les mots d'ordre n'étaient pas seulement dirigés contre le gouvernement, mais contre le régime dans son ensemble. Cette manifestation de plusieurs milliers de travailleurs s'affronta rapidement à la police. Une bataille intense s'en suivit, la police utilisant des matraques et des bombes lacrymogènes, les

ouvriers utilisant des pierres. Les ouvriers se dispersèrent dans différentes directions et commencèrent à attaquer des magasins bourgeois, quelques voitures de police et quelques autobus. Il y eut de nombreuses arrestations.

Le lendemain les travailleurs de Shubra entrèrent en grève; en particulier les travailleurs de l'usine Misr-Hélouan de Shubra durent affronter de nouveau la répression. Une vague de colère et d'indignation balaya le mouvement ouvrier. Le troisième jour (3 janvier) les travailleurs des aciéries Misr décidèrent de faire grève en solidarité avec les ouvriers de Hélouan. Mais les forces de sécurité entourèrent l'usine avec plus de 200 véhicules de police, refusant de laisser les manifestants quitter l'usine et essayant d'assurer le maintien de la production. Malgré cela, les ouvriers refusèrent de travailler pendant 5 heures, jusqu'à ce que, finalement, sous la pression des menaces, ils durent reprendre le travail. La nuit suivante les ouvriers commencèrent à être arrêtés chez eux.

Question. - Y eut-il un mouvement parallèle dans les universités ?

Réponse. - Oui. En fait il y eut des mobilisations au cours du mois de décembre à l'université du Caire : des affiches contre le régime apparurent sur les murs; elles étaient centrées sur l'augmentation du coût de la vie et sur le rapprochement du régime avec l'impérialisme américain. A la mi-décembre, la police de sûreté arrêta 9 étudiants, les enlevant dans la rue. A la suite de cela, il y eut un meeting étudiant pour demander la libération des emprisonnés et la fin de leur torture par la police. Le meeting demanda également la dissolution de la "police universitaire" qui avait été rétablie après les mobilisations étudiantes de 1972. (Cette force de police avait été abolie en 1968). Le meeting demanda également que les examens soient accordés à 100 étudiants du Collège des Beaux-Arts à qui il manquait un point, alors que la fille de Sadate avait passé bien qu'il lui manquait 5 points.

Tous ces événements agitaient l'université quand eut lieu la manifestation du 1er janvier. Le 2 janvier les étudiants annoncèrent qu'ils allaient faire grève. La grève dura 5 jours, jusqu'à ce que la police assiège l'université. Mais depuis il y a eu continuelle-ment des meetings, des discussions, des conférences et des déclarations au haut-parleur demandant la garantie des droits démocratiques et la libération des militants arrêtés.

Question. - Peux-tu nous donner une idée de l'étendue des arrestations ?

Réponse. - La vague d'arrestations a été

très large -- frappant jusqu'ici plus de 250 personnes. Ce chiffre ne comprend pas les personnes qui ont pu s'échapper et qui sont recherchées par la police. Les arrêtés viennent d'une grande variété de milieux sociaux et de courants politiques de gauche. Parmi eux, par exemple, il y a Rashad El-Jabali, Sayid Fayid et Muhammed Raslan, des syndicalistes. Il y a également Muhammed El-Shadhli, Fikri El-Kholi, Muhammed Mustafa, Muhammed El-Manshawi et Najati Abdel Hamid, des ouvriers. Hamdi El-Hinawi, Muhammed Fahmi, Muhammed Khalid, Sidqi El-Qasir, Abdel Qasir et Ibrahim Fathi sont des employés. Abdel Muhsin Shasha, Salah Issa, Zaki Murad, Adil Kamel et Abdullah El-Zaghbi sont des avocats. Saad El Saai est enseignant et Mukhtar El-Sayid est médecin. Adliyah Michail, Ahmed El-Shadhli et Sayid Ashmawi sont étudiants. Ce sont les noms de seulement quelques unes des personnes qui ont été arrêtées.

Des informations sur la torture des prisonniers continuent à affluer et de nombreux ont dû être emmenés à l'hôpital. Les arrêtés doivent répondre à trois accusations : sabotage, formation d'organisations dont le but est le renversement du régime et établissement de contacts avec des pays étrangers (y compris l'Union Soviétique et des pays européens de l'Est).

Question. - A ton avis, quelles sont les perspectives ?

Réponse. - Une chose est certaine : les événements de janvier marquent le début d'une longue route qui sera jalonnée d'événements similaires et même plus violents. C'est la route du soulèvement révolutionnaire qui renversera la domination bourgeoise et établira un régime des travailleurs et des paysans pauvres.

A court terme, des mouvements demandant la libération des prisonniers se développent parmi les travailleurs et les étudiants. Il y a une tendance à la coordination de ces luttes et cette tendance doit être renforcée. Nous sommes extrêmement optimistes quant au futur de la lutte révolutionnaire en Egypte. Il faut que les révolutionnaires de tous les pays arabes et que tout le mouvement révolutionnaire international déclarent leur solidarité avec les victimes du régime répressif de Sadate. Il n'est pas nécessaire de souligner l'importance de la solidarité arabe et internationale pour embarrasser le régime et l'empêcher de poursuivre sa répression vicieuse et indiscriminée.

Cette question revêt une importance spéciale pour nos camarades arabes, qui, dans l'organisation de la solidarité avec la lutte des ouvriers et des étudiants égyptiens peuvent montrer la voie du futur réel des luttes révolutionnaires dans le monde arabe.

# la classe ouvrière soviétique face aux réformes économiques

ERIC LAURENT & M.I. HOLUBENKO

L'application des différentes réformes en URSS a apparemment laissé la classe ouvrière relativement indifférente. Cela peut s'expliquer en partie par la prudence très nette de la bureaucratie qui, à aucun moment, n'a pris de mesures qui auraient été ressenties par la classe ouvrière comme une attaque directe, comme cela fut le cas en Pologne en décembre 1970 avec le relèvement brutal des prix des principaux biens de consommation. Cela s'explique aussi et surtout par le fait que 40 ans de stalinisme ne sont pas passés sans laisser de traces profondes dans la classe ouvrière. En particulier, toute la politique de la bureaucratie au travers du parti et de ses organisations de masse vise à atomiser l'ensemble de la société, et en premier lieu la classe ouvrière, à empêcher toute forme de regroupement ou d'actions collectives hors des canaux officiels. De fait, depuis la mort de Staline, la classe ouvrière n'a jamais fait irruption sur la scène politique avec ses revendications propres, pour défendre ses intérêts de classe face à la bureaucratie. Elle est restée également tout à fait extérieure au mouvement de l'opposition démocratique pendant les années 60 (1). Quant aux textes du Samizdat, à quelques exceptions près, ils ignorent la situation et les problèmes actuels de la classe ouvrière.

(1) La lutte pour les libertés démocratiques -- liberté de presse, de parole, de réunion -- n'a en fait traduit que la mobilisation de l'intelligentsia pour ses intérêts en tant que couche sociale. Le programme des libéraux comme Sakharov défend essentiellement les intérêts et les revendications de la technocratie face aux bureaucrates incapables. Medvedev, qui se réclame du marxisme, n'accorde dans son livre "De la démocratie socialiste" que fort peu de place aux problèmes et au rôle de la classe ouvrière dans la lutte pour un socialisme authentique. Ce qui caractérise la plupart des courants oppositionnels issus de l'intelligentsia, c'est la peur du "désordre" que provoquerait, selon eux, la mobilisation des masses soviétiques contre la bureaucratie. Amalric, dans son livre "L'URSS survivra-t-elle jusqu'en 1984 ?" résume bien l'idée la plus répandue parmi l'opposition démocratique, lorsqu'il oppose ce qu'il appelle "le mouvement constructif et réformiste de l'intelligentsia" au "mouvement destructeur des classes infé-

Dans ces conditions l'opposition de la classe ouvrière à la bureaucratie passe essentiellement par des actes individuels : sabotage de la production, rythme très lent de travail, désintérêt pour la qualité des produits, très fort absentéisme, mobilité considérable de la main d'oeuvre ou encore hooliganisme et alcoolisme; ce dont la presse officielle rend compte en termes de déviation et d'inadaptation à la société "communiste". L'ivrognerie traduit le plus massivement ce sentiment de frustration sociale ; elle a pris des proportions telles que en 1972 la bureaucratie a pris toute une série de décrets spéciaux pour lutter contre l'alcoolisme. Si, sous Staline, l'alcoolisme était à la fois un important moyen de contrôler la classe ouvrière et une source de revenus importante -- des kiosques à vodka étaient organisés à la porte des usines -- aujourd'hui, la campagne officielle contre l'alcoolisme s'insère dans les efforts systématiques visant à augmenter la productivité du travail. Cette campagne ne semble pas avoir emporté de succès importants précisément parce que l'alcoolisme naît d'un profond sentiment d'insatisfaction sociale.

Nous n'insisterons pas sur les phénomènes de

rieures". Le réformisme de l'opposition traduit essentiellement une profonde méfiance à l'égard des masses et de la classe ouvrière en premier lieu.

Toutefois, certains groupes clandestins, dissous par le KGB durant les années 60, et dont on ne connaît souvent que le nom et quelques passages de leurs programmes, ont compté des ouvriers dans leurs rangs et avaient entrepris un certain travail d'agitation en direction de la classe ouvrière (Parti des Véritables Communistes, Parti des Jeunes Travailleurs, Parti des Ouvriers Sans Parti luttant pour la Restauration du Socialisme). Dans les Républiques non russes, la question nationale née de la politique de russification à outrance pratiquée par la bureaucratie a mobilisé des couches beaucoup plus larges que la seule intelligentsia. Cela apparaît clairement dans certains textes du Samizdat ukrainien où les revendications nationales et les revendications ouvrières sont liées (cf. la lettre de Koval aux députés des Soviets d'Ukraine).

résistance individuelle et de désespoir de la part de la classe ouvrière qui sont relativement connus. Nous étudierons essentiellement en quoi l'introduction des différentes réformes depuis 1965 a pu modifier à la situation de la classe ouvrière et, dans la mesure du possible, les réactions de cette dernière.

## La réforme de 1965

La réforme de 1965 cherchait avant tout à modifier le système de gestion des entreprises; elle a été introduite dans une profonde indifférence ou même souvent ignorance de la part de la classe ouvrière. Dans le cadre d'une enquête faite en 1967, on a demandé aux 400 ouvriers d'une usine de Lougansk ce qu'ils croyaient que la réforme avait apporté, (a) à la production, (b) à eux personnellement (salaires et primes).

Augmentation de la production		
oui	un peu	aucune ou ne sait pas
141	43	221

Augmentation du salaire ou des primes		
oui	légère ou aucune	ne sait pas
94	130	181

(2)

Même s'il est impossible de tirer des conclusions générales d'un échantillon aussi restreint, le pourcentage considérable des indifférents ou des réponses négatives (surtout en ce qui concerne la seconde question) est relativement significatif. En 1973, 78% des ouvriers d'une usine de Vorochilovgrad déclaraient ignorer qu'une réforme économique "visant à renforcer l'efficacité de la production et à augmenter les salaires" avait été lancée.

De fait, les conséquences de la réforme économique ont été particulièrement minces pour la classe ouvrière. Les souhaits émis par certains économistes libéraux comme Birman ou Anasenkov demandant un renforcement de la participation des travailleurs à la gestion de l'entreprise sont restés lettre morte. Quant au fonds d'encouragement, les principaux bénéficiaires en ont été les cadres de l'entreprise; en particulier, les primes issues des fonds spéciaux n'ont concerné que les seuls ingénieurs, techniciens et cadres. Si l'on sait de plus qu'environ 20% seulement des ouvriers reçoivent des primes provenant du fonds d'encouragement, on comprend mieux l'indifférence ou l'ignorance manifestées par les ouvriers interrogés. La diversification entre les différentes usines et les différentes branches de l'industrie en ce qui concerne l'utilisation du fonds d'encouragement a eu pour conséquence des disparités très nettes de salaires pour un même travail (cf. Maximov : Premirovanie rabocikh... Moscou 1971).

Cela permet également d'expliquer pourquoi la réforme de 1965 s'est révélée incapable de modifier l'attitude de la classe ouvrière par rap-

port à la production (maintien d'une très forte mobilité spontanée, de l'absentéisme, de la croissance relativement lente de la productivité). Depuis le début des années 70, la bureaucratie, en essayant de relancer les réformes, a axé tous ses efforts sur l'utilisation plus "rationnelle" de la main d'oeuvre. Les études et les "expériences" dans ce sens se sont multipliées. Mais dans ce domaine, la bureaucratie semble vouloir s'attaquer à un problème où la sensibilité de la classe ouvrière est très grande : celui de l'emploi ou, plus précisément, celui de la sécurité de l'emploi (3).

La bureaucratie a d'ailleurs plus ou moins conscience de s'aventurer sur un terrain brûlant et fait preuve d'une très grande prudence. Dans ce cadre, l'expérience de Schékino a une valeur de test, car elle vise à permettre un développement rapide de la productivité sur la

base d'une rationalisation importante de l'emploi de la main d'oeuvre. (En cinq ans 1.300 postes de travail ont été supprimés). De nombreuses études ont été consacrées à cette expérience, mais les réactions des ouvriers aux différentes mesures n'ont guère trouvé de place. Toutefois, certains articles laissent transparaitre un certain mécontentement. Ainsi le secrétaire du comité du parti du combinat explique qu'il a fallu prendre toute une série de "précautions psychologiques" et, qu'en particulier, on a "évité de parler de licenciements et surtout parlé de libération des réserves de main d'oeuvre". Les ouvriers de Schékino ont également exprimé leur hostilité à l'égard des services comme l'Organisation Scientifique du Travail et le Laboratoire de Recherches sur les Normes, perçus comme des services visant à permettre le licenciement du personnel. On a également signalé des cas de résistance collective au niveau d'un atelier face aux mesures de rationalisation envisagées.

S'il ne faut surtout pas exagérer l'importance de ces réactions, elles restent cependant significatives, surtout dans la mesure où l'expérience de Schékino s'est faite dans un cadre en

(2) Cité par A. Birman : Sut' reformy, Novyj mir, 12, 1968, p. 186.

(3) On prête à un ouvrier soviétique cette remarque significative : "Ils peuvent lancer des campagnes et faire tout ce qu'ils veulent, mais ils ne nous feront pas travailler plus dur. Le droit à ne pas travailler dur est probablement notre seul droit".

quelque sorte "aseptisé", dans une situation de pénurie de main d'oeuvre relative, où les problèmes de reclassement ne posaient pas trop de difficultés. (Un journaliste dans un ouvrage consacré à l'expérience de Schekino évoque la présence d'agents recruteurs à la porte de l'entreprise cherchant à débaucher les ouvriers pour d'autres entreprises. Mais la publicité qui a été faite par la bureaucratie autour de cette expérience et d'autres du même type cherche aussi à donner un avertissement à la classe ouvrière : elle doit changer son attitude face au travail, car bientôt seuls les plus qualifiés et les plus "productifs" pourront trouver un bon emploi. Et, de fait, la généralisation de telles mesures à un grand nombre d'entreprises poserait le problème des licenciements et des reclassements dans des termes tout à fait différents.

On en n'est pas encore là, mais déjà un certain nombre de mesures ont été prises qui vont dans ce sens : en particulier la mise en place d'un Comité d'Etat pour l'utilisation des ressources du travail, avec des ramifications locales, dont le but essentiel est l'organisation et le contrôle des ouvriers à la recherche d'un emploi; ce Comité ne joue pour l'instant qu'un rôle très secondaire, 90% des ouvriers préférant se trouver eux-mêmes un emploi. Dans le cadre d'une extension de mesures du type de celles de Schekino, ce Comité pourrait être amené à jouer un rôle beaucoup plus important et plus autoritaire dans la redistribution de la main d'oeuvre selon les besoins de l'économie qui, au moins tant que les bureaucrates en seront les seuls juges, ne coïncident pas avec ceux des travailleurs.

Jusqu'à présent, les possibilités légales pour un directeur d'entreprise de licencier des ouvriers, suite à une réduction des effectifs, étaient fortement limitées; en particulier il était obligé d'assurer le reclassement du personnel:

"L'absence dans l'entreprise ou dans l'établissement de postes où pourraient être transférés les ouvriers ou employés devant être licenciés du fait de la réduction des effectifs, ne libère pas l'administration de l'obligation de faire en sorte qu'ils soient reclassés dans d'autres entreprises ou établissements situés dans le même rayon" (4). De plus, l'entreprise doit prendre à sa charge le salaire de l'ouvrier jusqu'à ce qu'il ait retrouvé un autre emploi et, le cas échéant, les frais de reclassement.

Les directeurs d'entreprises exercent une très forte pression pour que soient supprimées ces obligations qui sont présentées comme les principaux obstacles à une politique "efficace" de l'emploi et pour que le reclas-

sement soit précisément à la charge des bureaux du Comité d'Etat pour l'utilisation des ressources du travail :

"Au cours des discussions avec l'auteur (il s'agit d'un économiste soviétique), un grand nombre de dirigeants d'entreprises de Moscou, Volgograd, Kuibyshev, Saratov, Tcheliabinsk et d'autres villes ont, tout à fait à juste titre, lié le problème de la libération de la main d'oeuvre (toujours les mêmes euphémismes pour les licenciements !) au développement et à l'approfondissement de la réforme économique. Ils ont fait remarquer que la réduction du nombre d'ouvriers et d'employés serait considérablement facilitée par la mise en oeuvre des mesures suivantes : élargissement des droits des entreprises, en particulier obtention de la possibilité de disposer entièrement du fonds de salaire, renforcement important de l'intéressement matériel individuel du personnel (avant tout par le biais des hauts traitements et des primes attribués aux individus les plus qualifiés, les plus valables et qui remplissent avec succès non seulement leurs obligations mais aussi les fonctions des personnes licenciées); suppression pour les entreprises de l'obligation de reclasser les travailleurs licenciés et de leur verser des indemnités pendant la durée de leur reconversion et de la recherche d'un nouvel emploi" (5).

On ne saurait exprimer plus clairement les intérêts des couches technocratiques quant au développement de la réforme. Mais l'application telle quelle de l'ensemble de ces mesures impliquerait une attaque frontale contre la classe ouvrière, ce que la bureaucratie veut éviter avant tout, d'où le rôle de tampon qu'elle se voit forcée de jouer entre les courants partisans d'une "rationalisation" à tout prix, c'est-à-dire essentiellement aux dépens de la classe ouvrière, et la classe ouvrière qui n'est certes pas prête à accepter sans réagir la remise en cause d'un des principaux acquis qui lui reste de la révolution de 1917 : la sécurité de l'emploi. Ainsi, certains organismes officiels, comme le Comité pour les Salaires, sont-ils intervenus pour freiner l'extension à un trop grand nombre d'entreprises de l'expérience de Schékino.

## Productivité et salaire

Le problème de la croissance de la productivité étant le problème central aujourd'hui, la bureaucratie a cherché à lier de plus en plus étroitement la croissance des salaires à celle de la productivité, en limitant de plus en plus les augmentations automatiques de salaires. Ainsi, dans un rapport officiel, il est souligné : "Dans le quinquennat en cours la

(4) Cf. Commentaires sur la législation du travail, Moscou, 1967, p. 88.

(5) Dans *Osnovnye problemy racional'nogo izpolzovanija trudovykh resusov SSSR*, Moskva, 1971, p. 17

moitié seulement des augmentations de salaires viendra de l'introduction de nouveaux tarifs de salaires, de traitements et d'autres modes de rémunération, l'autre moitié sera obtenue par les ouvriers et les employés dans les succès de production".

Cette volonté de subordonner dans une large mesure la croissance des salaires à celle de la productivité -- par là un des objectifs de la bureaucratie est de lutter contre les tendances inflationnistes qui s'étaient manifestées à la fin des années 60 du fait d'augmentations incontrôlées des salaires dans certaines branches -- a provoqué, dès la première année du quinquennat en cours, un net ralentissement de la croissance des salaires ouvriers. Si dans la période 1965-70 l'augmentation des salaires a suivi de près celle de la productivité (5% et 5.7% respectivement), en 1970, la productivité croissait de 7.7% et les salaires seulement de 4.4%. En 1971, un ouvrier ne touchait en roubles pour 1% d'augmentation de la productivité que le tiers de ce qu'il avait touché en 1968, et en 1972 la moitié. En 1973, le salaire moyen des ouvriers a augmenté de 3.7%. Mais cette augmentation du salaire moyen est due là en grande partie à un relèvement du salaire minimum qui passe de 60 à 62 roubles par mois et des primes pour le Grand Nord et la Sibérie. Pour 1974, le plan ne prévoit qu'une augmentation de 3.6%. Cette politique salariale semble avoir suscité un mécontentement croissant dans la classe ouvrière. Les Izvestia y ont fait partiellement écho au début de cette année en publiant les résultats d'une enquête dans une usine de locomotives de Vorochilovgrad. L'intérêt de cette enquête est qu'elle compare les réponses avec celles d'une enquête similaire menée en 1968 : 75% des ouvriers en 1974 déclarent ne pas être satisfaits de leurs salaires (54% seulement en 1968); la majorité manifeste son mécontentement à propos de la faible croissance des biens de consommation; 65% de plus d'ouvriers qu'en 1968 se plaignent des conditions de travail.

Durant l'hiver 1973-74 plusieurs grèves ont éclaté à Moscou en particulier dans la construction, à propos des salaires et des primes.

Un autre moyen de peser sur les salaires pour augmenter la productivité -- ce moyen ne date pas de la réforme -- est le relèvement des normes, ce qui provoque souvent des baisses de salaire. En effet, étant donné le système actuel de rémunération des ouvriers, le salaire de base, (le tarif), ne représente que 62.4% du salaire réel total; dans de nombreuses entreprises il ne dépasse pas 46.1%. Une partie importante du reste du salaire est constituée par les primes provenant du fonds des salaires et dont le versement est lié à la réalisation et au dépassement du plan. Aussi, toute révision des normes de production entraîne une baisse sensible du salaire normal, du fait même du rôle que jouent les primes dans sa for-

mation. Dans le cas des ingénieurs et techniciens, le salaire "normal" ne comporte pas de primes liées à la réalisation ou au dépassement du plan; les primes que touchent les ingénieurs et les techniciens ne proviennent que du fonds d'encouragement et des fonds spéciaux. Cela explique que le relèvement brutal des normes de production ait été à l'origine de nombreuses grèves.

Ainsi, à Sverdlovsk en 1969, le passage dans une entreprise de caoutchouc à la semaine de 5 jours suivi d'une brutale révision des normes provoqua une baisse des salaires d'environ 40%. Les ouvriers déclenchèrent immédiatement une grève. Alors que le directeur et les autorités locales étaient partisans d'une réponse "énergique" -- envoyer la milice contre les grévistes --, les instances dirigeantes de Moscou préférèrent dans un premier temps lâcher du lest : l'ancien système de salaire fut rétabli et le directeur de l'entreprise fut "licencié", pour être promu quelques temps plus tard à un poste de responsabilité dans un ministère à Moscou. Ce n'est qu'ensuite que le KGB se mit à la recherche des "meneurs". Cette attitude temporisatrice dans un premier temps de la part de la bureaucratie est assez caractéristique. Des grèves analogues se sont produites dans des entreprises à Vitebsk, Kopeisk, etc..

## Les flics et les psychologues à l'usine

Face aux tensions multiples qui apparaissent au niveau des entreprises, la première réponse de la bureaucratie est le renforcement de la discipline. Cela se traduit de plus en plus fréquemment par l'affirmation, dans la presse, de la nécessité de la présence des représentants du Ministère de l'Intérieur dans les entreprises. Dans un article des Izvestia du 9 juillet 1972 le directeur d'une entreprise de Moscou explique que : "les fonctionnaires de la police visitent l'entreprise systématiquement. Ils mènent des enquêtes sur les cas de violation de l'ordre légal dans notre entreprise". Dans un autre article on peut lire : "les services du procureur du district de Sverdlovsk ont vérifié l'état de la discipline du travail dans notre entreprise. Ils ont présenté à la direction un rapport sur les violations de la discipline du travail et de l'ordre public par les travailleurs de l'usine". On pourrait multiplier les citations concernant la collaboration toujours plus étroite des flics et des directeurs d'entreprises.

Parallèlement, la bureaucratie découvre avec émerveillement les vertus de la psycho-sociologie du travail à l'américaine dans la prévention des conflits sociaux. Dans la Pravda du 28 août 1971 : "Pourquoi n'incluerait-on pas dans le personnel des grandes entreprises un médecin psychologue ? Travaillant la main dans la main avec les organisations sociales,

il apporterait sa contribution à la prévention des conflits de toutes sortes". Ou encore, dans la Litteraturnaya Gazeta du 24 mai 1972 : "Il faut savoir faire parler ses subordonnés. Un travailleur silencieux représente toujours une égnime et un sujet difficile pour la direction. Mais il n'est pas moins important d'arrêter à temps un subordonné qui parle plus qu'il ne faut".

Les flics et les psychologues à l'usine, la bureaucratie n'invente rien en ce domaine. Cela témoigne une fois de plus de l'incapacité où elle se trouve aujourd'hui de résoudre un des problèmes centraux auxquels elle est confrontée : la méfiance et la résistance de plus en plus nettes de la classe ouvrière face à un système qui lui apparaît comme totalement étranger, en dépit de toutes les déclarations officielles.

### Le mécontentement des jeunes

La presse soviétique se fait l'écho de plus en plus fréquemment, ces dernières années, du mécontentement croissant des jeunes par rapport aux perspectives qui leur sont offertes par la société, en particulier au niveau de leur travail.

Ce phénomène est lié à la fin de l'extrême mobilité sociale verticale qui a caractérisé

les premières décennies du régime soviétique, où le besoin de cadres à tous les niveaux et dans tous les secteurs était considérable. Aujourd'hui, les chances de promotion sociale -- de la campagne vers l'industrie, de la classe ouvrière vers la couche des cadres, etc. -- sont considérablement réduites.

Un chiffre est particulièrement significatif à ce sujet : celui du pourcentage de jeunes ayant terminé l'école secondaire qui entrent à l'université ou dans des instituts analogues :

	1951	1958	1965
en % du total	72%	13%	29%

En 1966, 1.2 million de jeunes sont entrés directement dans la production à la fin de de leurs études secondaires.

Ce phénomène a en particulier une conséquence importante : la classe ouvrière s'accroît de moins en moins du fait de l'afflux de couches nouvelles dans ses rangs et comprend un toujours plus grand nombre d'ouvriers héréditaires. En fait, il existe une corrélation assez nette entre la situation sociale des parents et la réalisation des aspirations professionnelles des jeunes, comme en témoignent les deux tableaux suivants :

#### Réalisation des plans des jeunes désireux de poursuivre leurs études

(1) Selon le niveau de revenu des parents :

Niveau de revenu familial (par tête)	Réalisation des plans		
	Travaillent	Travaillent et étudiant	Etudiant
- de 50 roubles/mois	17.6	17.6	65.4
50 à 70 roubles/mois	15.5	13.9	70.6
70 à 90 roubles/mois	14.7	14	71.3
+ de 90 roubles/mois	5.1	6.1	88.8

N. B. - Une enquête sur 10.000 familles ouvrières de Lénin-grad en 1963 a montré que 40% de ces familles disposent d'un revenu inférieur à 50 roubles par tête et par mois.

(2) Selon le niveau culturel des parents :

Poursuite des études (parents)	Réalisation des plans		
	Travaillent	Travaillent et étudiant	Etudiant
jusqu'à 6ème classe	41.2	27.8	31
7ème classe	33.6	13.3	53.1
moyenne	21.2	13.8	65
supérieure	9	9.4	81.6

Source : Social'nye problemy truda i proizvodstva, 1969, p. 53

Différentes enquêtes locales ont montré que la grande majorité des jeunes qui entraient dans la production avant la fin de leurs études étaient issus de familles ouvrières ou kolkhoziennes ayant un faible niveau de revenu.

Un deuxième point de tension se situe dans la discordance très nette entre le niveau de formation générale des jeunes entrant dans la production (une grande partie de ceux-ci ont terminé l'école secondaire) et la formation professionnelle qui leur est donnée : actuellement environ 90% des jeunes travailleurs sont formés directement sur le tas, dans les entreprises en un laps de temps très court, à un niveau purement pratique et utilitaire. Cela explique le mécontentement des jeunes ouvriers à l'égard de leur situation professionnelle qui se traduit par une mobilité spontanée particulièrement importante et la moins grande docilité des jeunes ouvriers dont se plaignent toujours plus fréquemment les directeurs d'entreprises qui ne veulent pas comprendre que ceux-ci semblent de moins en moins prêts à accepter le rôle de simple "objet de la planification" qu'on veut leur faire jouer.

En effet, comme le disait un bureaucrate quelque peu cynique : "On ne peut rendre les gens heureux en décidant sans eux, pour eux. Ce qui est important, ce n'est pas seulement ce qui est planifié, mais aussi qui planifie. Et le premier dépend largement du second. Il est urgent de se mettre d'accord pour savoir si le collectif de l'entreprise n'est qu'un objet de la planification ou s'il n'est pas aussi le sujet de la planification" (6). On peut espérer que la classe ouvrière soviétique apportera un jour une réponse claire à ce bureaucrate anxieux.

L'application de réformes en URSS était sujette à de nombreuses oscillations. C'est que la marge de manoeuvre des bureaucrates est étroite. D'un côté, même s'ils sont obtus, ils

(6) Déclaration du premier secrétaire du Parti à Tambov, citée dans *Novyj mir*, 5, 1972, p. 197

ne sont pas sans savoir qu'un processus réformiste faisant bouler de neige dans le sens de la restauration du capitalisme détruirait leurs privilèges de caste, car seule une partie minoritaire d'entre eux serait à même de se transformer en "managers capitalistes". D'autre part, les bureaucrates ont tout lieu de craindre une réaction ouvrière violente en cas d'attaque frontale contre les acquis de la classe ouvrière (rythme de travail, sécurité de l'emploi, etc.).

Mais ces hésitations sont aussi dues à la position charnière de l'URSS par rapport aux autres pays bureaucratisés. Si une des autres bureaucraties crée une dynamique socio-politique dangereuse ou s'engage trop loin dans la voie des réformes, l'URSS doit toujours être à même d'assumer ses "responsabilités internationales" en envoyant ses tanks. La stabilité qui lui est donc nécessaire ne peut être obtenue que par une plus grande puissance au niveau de la politique intérieure.

Néanmoins, il est difficile de certifier que les réformes seront toujours condamnées à la faillite. La question est politiquement importante, car de la réponse que nous lui apportons découle le cadre probable dans lequel aura lieu l'activation et la politisation de la classe ouvrière : dans la lutte contre toute la bureaucratie et ses privilèges, ou bien dans une lutte contre le processus de restauration capitaliste et l'aile de la bureaucratie qui pourrait en être le moteur. La réponse ne peut pas être simpliste.

Les éléments qui poussent la bureaucratie à se poser le problème de la réforme économique découlent des caractéristiques générales de la période stalinienne, c'est-à-dire de la crise générale et du déclin du régime bureaucratique. La bureaucratie, du fait du ralentissement de la croissance économique et de la bureaucratisation toujours plus grande de l'économie sera sans doute périodiquement poussée dans la voie des réformes. Toutefois, les raisons que nous avons évoquées bloqueront probablement, tout aussi périodiquement, ces efforts de réformes.

*si  
votre abonnement commence  
avec les premiers numéros  
d'Inprecor, il est temps de le  
renouveler!*

*notez les nouveaux tarifs:*

*1 an: 70 ff, 45 fs, 600 fb, \$17*

*le prix du numéro passe à 3ff, 3fs, 30fb*

**NOTEZ NOTRE NOUVELLE ADRESSE :**

**76 rue antoine dansaert 1000 bruxelles, belgique**

# INDEX

## INPRECOR

### numéros 0 à 24

D= Document  
E= Editorial  
I= Interview  
N= Nouvelles du mouvement ouvrier et de l'internationale

	numéro	page		numéro	page
<b>AFRIQUE DU SUD</b>					
Derrière le tournant diplomatique de Prétoria - par J. Blair	N° 14/15,	12 déc. 74	34-36		
<b>ALLEMAGNE FEDERALE</b>					
La fin de la stabilité - par W. Wolf et W. Hülsberg	N° 5/6,	3 août 74	13-19		
La force relative du capitalisme allemand - par W. Wolf	N° 16/17,	16 janv. 75	22-33		
Un tournant pour la classe ouvrière ? - par W. Wolf	N° 23,	10 avr. 75	8-13		
<b>ANGOLA</b>					
Les luttes dans les colonies portugaises...					
L'heure décisive (1) - par C. Gabriel	N° 2,	20 juin 74	9-14		
Les luttes dans les colonies portugaises...					
L'heure décisive (2) - par C. Gabriel	N° 3,	4 juillet 74	16-20		
Les bombes à retardement de Spinoza - par C. Gabriel	N° 7,	5 sept. 74	20-23		
Vers quelle indépendance ? - par F. Cazals	N° 24,	24 avr. 74	12-19		
<b>ARGENTINE</b>					
La crise ouverte du péronisme - par S. Lopez	N° 1,	6 juin 74	16-18		
Trois militants ouvriers assassinés	N° 2,	20 juin 74	2		
Après l'assassinat de trois militants ouvriers	N° 3,	4 juil. 74	31-32		
Fraccion Roja : Organisons l'auto-défense ouvrière	N° 3,	4 juil. 74	32		
La mort de Peron et le péronisme - par S. Lopez	N° 4,	18 juil. 74	3-4		
Solidarité avec le PST (D) (Déclaration du Secrétariat Unifié de la IVème Internationale)	N° 4,	18 juil. 74	32		
Au sujet de l'appui du PST, conjointement à des partis bourgeois, au processus d'"institutionnalisation" en Argentine (D) (Déclaration du S. U. de la IVème Internationale)	N° 5/6,	3 août 74	42-43		
Trois militants du PST assassinés	N° 12,	14 nov. 74	32		
Débat sur le "processus d'institutionnalisation" (D)	N° 14/15,	12 déc. 74	17-27		
1) Déclaration du Comité Exécutif du PST	"	"	17-21		
2) Déclaration du S. U. de la IVème Internationale	"	"	21-26		
Bésil, Argentine, Mexique : structure industrielle et problèmes conjoncturels - par P. Salama	N° 16/17,	16 janv. 75	48-52		
Assassinat de notre camarade "Pancho" Carricaburu	N° 20,	27 fév. 75	30-31		
<b>AUSTRALIE</b>					
Tournée de meetings de E. Mandel	N° 9,	3 oct. 74	31		
<b>BANGLA DESH</b>					
Pakistan et Bangla Desh : De mal en pire - par T. Ali	N° 5/6,	3 août 74	29-32		
Quel futur pour le Bangla Desh ? - par Ibne Azad	N° 8,	19 sept. 74	21-24		
<b>BELGIQUE</b>					
Grève exemplaire dans la verrerie - Denis Horman	N° 4,	18 juil. 74	21-26		
Glaverbel : une grève exemplaire des verriers (N)	N° 20,	27 fév. 75	28-29		
Un succès pour les ouvriers de Glaverbel	N° 21,	13 mars 75	41-43		
<b>BOLIVIE</b>					
Une crise qui mène à l'affrontement	N° 0,	1er mai 74	25-29		
Déclaration du POR, section bolivienne de la IVème Internationale	N° 0,	1er mai 74	30		
L'effondrement de l'"unité des Forces armées"	N° 4,	18 juil. 74	9-11		
La crise de la junte militaire - par N. Alba	N° 9,	3 oct. 74	19-20		
Déclaration des mineurs boliviens (D)	N° 10,	17 oct. 74,	28-30		
Vers une renaissance des luttes	N° 12,	14 nov. 74	25-27		
<b>BRESIL</b>					
La dictature change-t-elle de cap ? - par Ruy Mariano	N° 11,	31 oct. 74	12-21		
Bésil, Argentine, Mexique : structure industrielle et problèmes conjoncturels - par P. Salama	N° 16/17,	16 janv. 75	48-52		
Après les élections	N° 22,	27 mars 75	24-30		
<b>CAMBODGE</b>					
Le FUNK gagne du terrain - par Pierre Rousset	N° 13,	28 nov. 74	20-25		
L'offensive de la saison sèche - par Pierre Rousset	N° 21,	13 mars 75	3-5		
<b>CAP VERT</b>					
Le Cap Vert face à l'indépendance - par C. Gabriel	N° 23,	10 avr. 75	21-25		
<b>CHILI</b>					
Dans la rue pour le Chili le 11 septembre (D) (Déclaration du S. U de la IVème Internationale)	N° 4,	18 juil. 74	2		
Bilan de l'Unité Populaire - par Livio Maitan	N° 4,	18 juil. 74	5-8		
Mobilisations pour le Chili (N)	N° 9,	3 oct. 74	31-32		
La mort de Miguel Enriquez	N° 10,	17 oct. 74	2		

	numéro	page
<b>BOLIVIE (suite)</b>		
Interview d'un marxiste-révolutionnaire	N° 10, 17 oct. 74	30-32
Miguel Enriquez (D) (Déclaration du S. U. de la IVème Internationale)	N° 11, 31 oct. 74	6
L'instable stabilité de la junte (I)	N° 11, 31 oct. 74	7-12

## CHINE

La politique extérieure de la Chine: Les trois mondes de Teng Hsiao-Ping - par Pierre Rousset	N° 2, 20 juin 74	19-23
Bruit de bottes à la frontière sino-soviétique - par A. Miles	N° 5/6, 3 août 74	23-28
Derrière la campagne Pi-Lin, Pi-kung	N° 10, 17 oct. 74	21-26
La politique extérieure de la Chine depuis 1971 :		
Le grand bond à droite - par Carlos Rossi	N° 20, 27 fév. 75	11-19

## CHYPRE

L' échec d'"Enosis" - par G. Vergeat	N° 5/6, 3 août 74	4-7
---	-------------------	-----

## COLOMBIE

Le "mandat" de Lopez Michelsen	N° 4, 18 juil. 74	11-14
--------------------------------	-------------------	-------

## COREE

Contre la dictature Park ! (E)	N° 11, 31 oct. 74	2/31-32
--------------------------------	-------------------	---------

## DANEMARK

Les réformistes contre les grèves - par Mogens Pedersen	N° 4, 18 juil. 74	26-30
Le 11 septembre en Europe (N)	N° 9, 3 oct. 74	32
37 000 ouvriers en procès !	N° 11, 31 oct. 74	28-29
Les travailleurs demandent la démission du gouvernement	N° 14/15, 12 déc. 74	45-47
La fin de la paix sociale - par Benny Åsman	N° 22, 27 mars 74	12-15

## DOCUMENTS DE LA IVÈME INTERNATIONALE

La Chute de la Dictature et la Montée Révolutionnaire au Portugal (Déclaration du S. U. de la IVème Internationale)	N° 1, 6 juin 74	28-30
Dans la rue pour le Chili le 11 septembre (Déclaration du S. U. de la IVème Internationale)	N° 4, 18 juil. 74	2
Solidarité avec le PST ! (Déclaration du S. U. de la IVème Internationale)	N° 4, 18 juil. 74	32
Au sujet de l'appui du PST, conjointement à des partis bourgeois, au processus d'"institutionnalisation" en Argentine (Déclaration du S. U. de la IVème Internationale)	N° 5/6, 3 août 74	6
Déclaration du S. U. (en réponse à la déclaration du Comité Exécutif du PST du 20 août 1974)	N° 14/15, 12 déc. 74	21-27
L'évolution des Partis communistes en Europe capitaliste (texte adopté par les Bureaux politiques des sections européennes de la IVème Internationale - novembre 74)	N° 14/15, 12 déc. 74	27-33
La récession internationale (Résolution du Comité Exécutif International de la IVème Internationale janvier 1975)	N° 21, 13 mars 75	31-40
Indochine : Soutien total jusqu'à la victoire finale (Déclaration du S. U. de la IVème Internationale)	N° 24, 24 avr. 74	3-8

## EDITORIAUX

Vers un automne chaud en Europe méditerranéenne	N° 5/6, 3 août 74	3-4
---	-------------------	-----

	numéro	page
La sortie de Nixon	N° 7, 5 sept. 74	18-20
Vive l'indépendance de la Guinée-Bissau !	N° 8, 19 sept. 74	2
Contre la dictature Park !	N° 11, 31 oct. 74	2/31-32
Famine et récession	N° 13, 28 nov. 74	2/31
Indochine : Vers la libération totale !	N° 22, 27 mars 75	3-4

## EGYPTE

La classe ouvrière se réveille (D)	N° 14/15, 12 déc. 74	8-15
------------------------------------	----------------------	------

## ESPAGNE

Le PC espagnol et le Kremlin	N° 0, 1er mai 74	23-25
Pour l'unification des Commissions Ouvrières - par Carmen Ayesteran	N° 5/6, 3 août 74	9-13
Vers la grève générale révolutionnaire	N° 7, 5 sept. 74	3-17
1) La junte démocratique (I)	" "	3-4
2) Les luttes de Baix-llobregat	" "	4-5
3) Lever le drapeau du prolétariat (D)	" "	6-17
Communiqué de la LCR-ETA (VI)	N° 9, 3 oct. 74	12-13
Préparer la grève générale	N° 9, 3 oct. 74	13-16
Liberté pour les prisonniers politiques (D)	N° 11, 31 oct. 74	3-6
La LCR-ETA (VI) dément les rapports policiers	N° 12, 14 nov. 74	25
Sauvons la vie de Eva Forest et Antonio Duran (D)	N° 14/15, 12 déc. 74	48/47
La poudrière	N° 19, 13 fév. 75	3-5
Liberté pour tous les prisonniers politiques (D)	N° 22, 27 mars 75	32/31

## ETHIOPIE

La chute du "roi des rois" - par A. Duret	N° 8, 19 sept. 74	11-15
--	-------------------	-------

## FINLANDE

Les premières escarmouches - par Pekka Haapakoski	N° 12, 14 nov. 74	28-30
Publication d'un journal trotskyste en finlandais	N° 21, 13 mars 75	45

## FRANCE

La fin de la Vème République - par Pierre Rousset	N° 0, 1er mai 74	3-6
Vive le Front Communiste Révolutionnaire ! (D)	N° 0, 1er mai 74	7
Les élections présidentielles	N° 1, 6 juin 71	7-14
1) Résultats et conséquences - par Ch. Michaloux	" "	7-10
2) La campagne des révolutionnaires - par P. Rousset	" "	11-14
La conférence des groupes "taupe rouge" (N)	N° 2, 20 juin 74	30
Les grandes manoeuvres des organisations ouvrières - par Pierre Frank	N° 4, 18 juil. 74	30-32
L'agitation dans l'armée : l'Appel des Cent - par O. Milan	N° 9, 3 oct. 74	17-19
Le PSU divisé	N° 10, 17 oct. 74	32
Les partis réformistes se mettent à jour - par Alain Krivine	N° 12, 14 nov. 74	8-15
Le moment de vérité - par H. Valentin et Ch. Leucate	N° 16/17, 16 janv. 75	34-39
Le congrès de fondation de la Ligue Communiste Révolutionnaire - par Pierre Rousset	N° 18, 31 janv. 75	20-23
L'armée devient un terrain de lutte - par O. Milan	N° 20, 27 fév. 75	5-10
PC/PS : Une querelle bien contrôlée - par A. Puech	N° 21, 13 mars 75	14-18

## GRANDE BRETAGNE

Wilson: l'impasse - par John Ross	N° 1, 6 juin 74	3-6
Assassinat d'un militant antifasciste	N° 3, 4 juil. 74	9-10
Wilson reste dans l'impasse - par John Ross	N° 10, 17 oct. 74	3-7
Les bombes de Birmingham - par Brian Heron	N° 13, 28 nov. 74	32/31

**GRANDE BRETAGNE (suite)**

Le recul de la gauche travail- liste - par Brian Heron	N°14/15, 12 déc. 74	3-7
La chute libre - par Bob Sutcliffe	N°16/17, 16 janv.75	17-21
Le referendum sur le Marché Commun - par Brian Heron	N°24, 24 avril 75	20-25

**GRECE**

Pour la reconstruction du mou- vement syndical (D)	N° 8, 19 sept. 74	15/24
La restructuration de la démocra- tie bourgeoise - par G. Vergeat	N° 9, 3 oct. 74	10-11
La Grèce à la veille des élections - par A. Udry	N°12, 14 nov. 74	3-7

**GUINEE BISSAU**

Les luttes dans les colonies por- tugaises...		
L'heure décisive (1) - par C. Gabriel	N° 2, 20 juin74	9-14
Les luttes dans les colonies por- tugaises...		
L'heure décisive (2) - par C. Gabriel	N° 3, 4 juillet 74	16-20
Où en est la révolution gui- néenne - par C. Gabriel et F. Cazals	N°14/15, 12 déc.75	37-45
Vive l'indépendance de la Gui- née Bissau (E)	N° 8, 19 sept.74	2

**HONG KONG**

La montée des luttes ouvrières - par S.S. Wu	N° 1, 6 juin 74	22-25
Un premier mai à retardement - par S.S. Wu	N° 1, 6 juin 74	25-26
La campagne anti-trotskyiste des maoïstes	N° 8, 19 sept. 74	25-28

**HONGRIE**

La bureaucratie donne un tour de vis - par Z. Richter et E. Campaes	N°12, 14 nov. 74	23-24
Une publication marxiste- révolutionnaire en hongrois	N°23, 10 avr. 75	30

**INDE**

La grève du rail - par U. Cooray	N° 4, 18 juil. 74	19-21
De la crise à la catastrophe - par Pierre Dupont	N°11, 31 oct. 74	24-28

**INDOCHINE**

Crise économique et sociale du régime de Saïgon - par P. Rousset	N° 0, 1er mai 74	14-18
Les difficultés économiques de Saïgon(N)	N° 2, 20 juin 74	31
Laos : Le nouveau gouvernement d'Union nationale - par P. Rousset	N° 3, 4 juil. 74	26-30
Indochine : A la veille d'une nou- velle saison sèche - par P. Rousset	N°10, 17 oct. 74	16-21
Cambodge : Le FUNK gagne du terrain - par P. Rousset	N°13, 28 nov. 74	20-25
Vietnam : La désintégration des positions impérialistes - par P. Rousset	N°18, 31 janv. 75	3-10
Cambodge : L'offensive de la sai- son sèche - par P. Rousset	N°21, 13 mars 75	3-5
Indochine : Vers la libération totale (E)	N°22, 27 mars 75	3-4
La débâcle impérialiste - par P. Rousset	N°23, 10 avr. 75	3-7
Indochine : Soutien total jusqu'à la victoire finale (D) (Déclara- tion du S. U de la IVème Interna- tionale - avril 1975)	N°24, 24 avr. 75	3-8

**IRAN**

Le nouveau gendarme du golfe ara- bique - par A. Parsi	N° 2, 20 juin 74	24-27
L'émergence d'un capital finan- cier arabe et iranien - par Ernest Mandel	N°10, 17 oct. 74	11-16
La voie impériale - par E. Parsi	N°18, 31 janv. 75	11-13

**IRAQ**

Le Parti communiste iraquien et la révolution Kurde : Une his- toire de trahison	N°5/6, 3 août 74	32-41
--	------------------	-------

**IRLANDE**

Le nouveau tournant - par James Conway	N° 7, 5 sept. 74	25-27
Front Uni contre la répression Sortir de l'impasse - par Brian Heron	N° 8, 19 sept.74 N°18, 31 janv. 75	31-32 24-25

**ISRAEL**

Un an après le tremblement de terre - par Michel Warshawsky	N°11, 31 oct. 74	21-24
--	------------------	-------

**ITALIE**

Le referendum sur le divorce et la crise politique - par Livio Maitan	N°0, 1er mai 74	8-10
La faillite de l'opération réac- tionnaire	N° 1, 6 juin 74	14-15
Front Uni et auto-défense ou- vrière	N° 2, 20 juin 74	3-5
Vers des affrontements décisifs	N° 8, 19 sept. 74	3-11
1) Pour une offensive anti- capitaliste (D)	" "	4-8
2) Les orages de l'automne	" "	8-9
3) Une économie au bord du gouffre - par E. Salvini	" "	9-11
Conférence ouvrière des GCR Le Parti Communiste et le "com- promis historique"	" "	32
- par Livio Maitan	N° 9, 3 oct. 74	5-9
Le marasme économique - par Livio Maitan	N°12, 14 nov. 74	16-22
La crise politique - par Livio Maitan	N°13, 28 nov. 74	12-19
Mobilisations contre les vio- lences fascistes (N)	N°24, 24 avr. 75	25-27

**JAPON**

Après les élections (I) Conférence de la Jeunesse asiatique (N)	N° 7, 5 sept. 74 N° 8, 19 sept. 74	28-31 28-30
La fin du miracle - par F. Fujiwaza	N°16/17, 16 janv.75	39-44
Fondation de la Ligue de la Jeunesse communiste	N°23, 10 avr. 75	20-21

**LAOS**

Le nouveau gouvernement d'Union nationale - par Pierre Rousset	N° 3, 4 juil. 74	26-30
--	------------------	-------

**MALAISIE**

Interview avec un dirigeant étudiant (I)	N° 9, 3 oct. 74	24-29
Appel à la solidarité inter- nationale (D)	N°19, 13 fév. 75	24-27

**MAROC**

Le Palais face à la crise (1) - par Abbas Tariq	N°21, 13 mars 75	26-30
Le Palais face à la crise (2) - par Abbas Tariq	N°23, 10 avr. 75	26-20



	numéro	page		numéro	page
<b>TCHECOSLOVAQUIE</b>			Une récession prolongée - par Dick Roberts	N°16/17, 16 janv.75	44-47
De sombres perspectives économiques	N° 2, 20 juin 74	28-30	Marche contre le racisme le 17 mai (N)	N°21, 13 mars 75	46
L'opposition et le Chili (D)	N° 9, 3 oct. 74	21-24	Manifestation pour l'emploi	N°23, 10 avr. 75	32-31
Liberté pour Ivan Dejmal (N)	N° 21, 13 mars 75	48			
<b>THAÏLANDE</b>			<b>VIETNAM</b>		
Après les émeutes d'octobre 73: Une situation instable - par Pierre Rousset	N°21, 13 mars 75	19-25	La crise économique et politique du régime saïgonnais - par Pierre Rousset	N° 0, 1er mai 74	14-18
<b>UNION SOVIÉTIQUE</b>			Les difficultés économiques de Saïgon (N) La désintégration des positions impérialistes - par Pierre Rousset	N° 2, 20 juin 74	31
L'archipel Goulag - par Ernest Mandel	N° 0, 1er mai 74	18-23		N°18, 31 janv. 75	3-10
SALT, MIRV, MAD... Détente? - par Jon Rothschild	N°5/6, 3 août 74	19-23	<b>YUGOSLAVIE</b>		
Bruit de bottes à la frontière sino-soviétique - par A. Miles	N°5/6, 3 août 74	23-28	Halte à la répression contre les professeurs marxistes et les étudiants socialistes ! - par C. Verla	N° 2, 20 juin 74	32
Des prisonnières ukrainiennes avec le Chili	N°24, 24 avr. 75	32	La reprise en mains - par C. Verla	N° 3, 4 juil. 74	21-25
<b>USA</b>			Les contradictions des Etats à Constitutions socialistes (D) - par Mihail Markovic	N°20, 27 fév. 75	21-28
La signification de l'affaire du Watergate - par A. Myers	N° 1, 6 juin 74	19-22	Praxis supprimée !	N°21, 13 mars 75	47
SALT, MIRV, MAD... Détente? - par Jon Rothschild	N°5/6, 3 août 74	19-23	<b>ZAMBIE</b>		
James P. Cannon, fondateur du trotskysme américain	N° 7, 5 sept. 74	2/31	Dix ans d'indépendance - par John Blair	N°19, 13 fév. 75	28-31
La sortie de Nixon (E)	N° 7, 5 sept. 74	18-20	Kaunda interdit la ZAPU et la ZANU - par John Blair	N°24, 24 avr. 75	31-32
La classe ouvrière commence à bouger - par Andy Rose	N° 8, 19 sept. 74	16-20			

*anciens numéros disponibles*

*du 5/6 au 24*

*collection: 500fb, 60ff, 40fs  
un numéro: 35fb, 3.50ff, 3fs*

**afin de ne pas manquer les numéros à venir**

**ABONNEZ-VOUS !**

**(voir conditions p.2)**